13e année
numéro 261

la révolution prolétarienne

25 Décembre 1937
prix : 2 francs

revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

BIBLIOTHÈQUE

DANS CE NUMÉRO

"Lutte finale" ou Révolution permanente ?
par Max NOMAD

On assassine au Maroc
par R. LOUZON

Plutôt la servitude que la guerre
par Jean MATHE

Les syndicats russes sont-ils de vrais syndicats ?
par M. CHAMBELLAND

Une défense de l'U.G.T.

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 261

(25 décembre 1937)

« Lutte finale » ou Révolution permanente ? ..... Max NOMAD
Au secours de Léger !
Contre le cumul.

Notes d'économie et de politique

Libérons l'Indochine! — On assassine au Maroc et on y continue à emprisonner. — L'arrestation de Torres à Tetouan ..... R. LOUZON

Comment abattre le fascisme ?

Une lettre de Fronty. — Un discours de Mathé.

La Renaissance du syndicalisme

Après la réponse de Jouhaux. — La marche à la guerre. — Les syndicats russes sont-ils de vrais syndicats? M. CHAMBELLAND

Faits et documents

Une défense de la vieille U.G.T.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Pour faire connaitre la vérité

▼

1 YVON et 1 LEGAY	**3 fr. 50**
5 YVON et 5 LEGAY	**16 fr.**
10 YVON et 10 LEGAY	**28 fr.**
50 YVON et 50 LEGAY	**100 fr.**
1 SMITH	**3 fr.**
10 SMITH	**25 fr.**

le tout **franco.**

▼

Commandez à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

(Chèques postaux : **734.99 Paris**)

« Lutte finale » ou Révolution permanente ?

Selon une pensée attribuée à Machiavel, « personne n'a encore tué son successeur ». Cette phrase a été souvent appliquée à la prochaine « lutte finale » entre les bénéficiaires du capitalisme et leurs successeurs prolétariens. Elle est consolante pour les héritiers présomptifs. Mais quand la féodalité se débattait dans ses derniers spasmes, ses adversaires prédisaient qu'elle serait remplacée par le « gouvernement du peuple ». Or, ce « peuple », ce fut... la bourgeoisie. Aujourd'hui, l'histoire semble se répéter et vouloir jouer une farce du même ordre au prolétariat moderne.

Entre les capitalistes et les travailleurs manuels a émergé une couche de plus en plus importante de néo-bourgeois ou pas-tout-à-fait-bourgeois occupés à des tâches intellectuelles ou semi-intellectuelles. « Travailleurs intellectuels », « employés privilégiés du capital », « nouvelle classe moyenne », nombreux sont les termes employés pour désigner cette grande variété de gens : fonctionnaires, professeurs, techniciens, ecclésiastiques, experts commerciaux et financiers, journalistes, écrivains, artistes, politiciens, révolutionnaires et agitateurs professionnels, organisateurs de syndicats, nous en passons. Bref, une vaste foule de gens instruits ou à moitié instruits, qui ont ou qui n'ont pas de diplômes universitaires, tous « non-possédants » du point de vue marxiste, mais qui peuvent passer leur vie entière sans travailler comme ouvriers manuels ou petits employés.

Parfois descendants de capitalistes, d'« employés privilégiés » ou de petits bourgeois, parfois, au contraire, ouvriers autodidactes, les intellectuels sont divisés en plusieurs couches suivant leurs revenus, tout comme les capitalistes. Certains d'entre eux, les « nantis », sont contents du système actuel; les autres, les « crève-la-faim », les mal payés et les chômeurs, lui sont violemment hostiles. Les « nantis » consomment une part énorme de la richesse nationale; ils jouissent d'un standard de vie bourgeois, et dans leur immense majorité ils sont toujours prêts à défendre le système existant contre les travailleurs manuels. En réalité, les nantis, qui n'ont d'« employés » que le nom, sont, en fait, eu égard à leur « capital » intellectuel, des *associés* de la classe capitaliste, la petite noblesse, pour ainsi dire, de la grande noblesse bourgeoise moderne. Dans la mesure où le principal associé, le capitaliste, devient un parasite pur, abandonnant ses fonctions de direction technique et commerciale à ses salariés, ces salariés deviennent les successeurs en puissance de leurs patrons. Satisfaits de leur position sociale, ils sont tout naturellement un élément conservateur; ils ne sont pas pressés de déposséder leurs maîtres, leurs associés, car tout trouble sérieux apporté à l'exercice du droit de propriété peut troubler la paix sociale en général et mettre en danger leurs propres revenus privilégiés.

En opposition avec ces défenseurs du *statu quo* se dresse l'autre élément de la même classe : les « crève-la-faim » : journalistes sans travail ou mal payés, étudiants faméliques, conférenciers sans public, « avocats sans causes et médecins sans malades » (1), anciens ouvriers instruits à la recherche d'un travail de bureau, en résumé toute cette foule affamée d'intellectuels, semi-intellectuels et soi-disant intellectuels, qui sont très souvent les plus actifs militants des divers partis de l'extrême gauche ou de l'extrême droite. Ce sont les membres de ce groupe social qui ont l'ambition de supprimer la classe capitaliste afin d'établir leur propre règne au moyen d'un système d'économie dirigée ou nationalisée, mais en tous cas basée *sur une inégale distribution des revenus*.

(1) Expression de K. Marx.

L'exemple russe

Le premier cas dans l'histoire où ce groupe est arrivé à ses fins est celui de la révolution bolchevique et de l'établissement du système soi-disant « soviétique ». Ce système a produit une quantité énorme d'intellectuels qui ont formé une prodigieuse bureaucratie hiérarchisée : fonctionnaires proprement dits, directeurs techniques et ingénieurs, juges, savants, journalistes, écrivains, professeurs, théologiens marxistes, officiers, acteurs, chanteurs, espions scientifiques, experts comptables, organisateurs de syndicats et de sport — tous fonctionnaires, qui doivent leur confort bourgeois au travail non payé des ouvriers et paysans dépourvus d'instruction. Après avoir éliminé les vieilles classes parasitaires des seigneurs féodaux et des capitalistes, ces fonctionnaires sont devenus les seuls consommateurs privilégiés. Pour être admis dans cette nouvelle classe de privilégiés, il faut posséder un certain bagage d'instruction ou de capacité technique qui dépasse le niveau habituel de celui des travailleurs manuels. Ce bagage garantit à son propriétaire un travail facile pour un salaire qui dépasse celui du travailleur manuel.

C'est cette classe qui, s'identifiant avec le gouvernement, est devenue, en Russie, collectivement propriétaire de l'économie nationalisée du pays, propriétaire des industries et de la terre. Les travailleurs et les paysans ne sont que des manœuvres, serfs nationalisés, soumis à un esclavage style égyptien, au profit de la nouvelle classe dirigeante, qui a su combiner la fiction de la « dictature du prolétariat » avec le mythe des « usines et des champs aux ouvriers et aux paysans ».

La forme bolchevique du gouvernement d'une classe privilégiée et de l'inégalité économique n'est pas une déviation du caractère originel soi-disant égalitaire du socialisme, comme pourraient le croire certains. Dépouillé de son contenu sentimental et réduit à ses termes économiques les plus simples, le socialisme a toujours uniquement signifié « socialisation des moyens de production », autrement dit un changement dans la *forme de la production* ou dans la propriété des moyens de production, le reste étant poésie et propagande. Par suite, la question de la *distribution* a toujours été considérée comme secondaire par les diverses écoles socialistes, une question dont on ne s'occuperait qu'après la réalisation de la première et de la plus importante tâche : la socialisation. (Vu la signification traditionnelle, pour ainsi dire mystique, du mot « socialisme », comportant l'idée de l'émancipation complète de toute oppression et exploitation, on éviterait des malentendus en employant le mot

« collectivisme » qui n'a qu'une portée purement économique.)

En fait, tous les théoriciens socialistes tiennent pour acquis qu'immédiatement après la révolution socialiste, pendant la « première phase du communisme », pour employer l'expression de Marx, il n'y aura aucune égalité de revenus (2). C'est seulement dans la phase plus évoluée du socialisme, après dieu sait combien de générations ou de siècles, que le principe : « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* » sera appliqué. Mais, même cette formule est aussi brumeuse que décevante. En effet, qui déterminera les besoins de chacun ? Nuls autres, apparemment, que les bureaucrates, les mêmes qui, à présent, déterminent en Russie qu'un fonctionnaire de haute classe « a besoin de » ou, qu'on nous permette de le dire, « mérite » plusieurs milliers de roubles par mois, tandis qu'un simple manœuvre « n'a besoin » que de cent ou de cent cinquante roubles par mois. En d'autres termes, que ce soit pour la première ou la seconde phase du communisme, la vraie signification des formules socialistes est celle-ci : « Des ouvriers selon leurs capacités, aux bureaucrates selon leurs besoins ».

Seuls les bénéficiaires des nouvelles inégalités économiques peuvent affirmer que sous le nouveau système les moyens de production sont la propriété des ouvriers. Ils sont la propriété collective de ceux qui emploient et renvoient les ouvriers, la propriété de ceux qui constituent l'appareil d'Etat, de cette masse de tous les gens instruits qui ont de bons appartements à la ville et à la campagne, qui ont la meilleure nourriture, l'usage des automobiles, des domestiques, et jouissent de tout le confort dont l'énorme majorité des ouvriers, soit-disant « propriétaires », sont privés. Seuls les propagandistes stipendiés ou les aspirants-« nantis » de ce nouveau système d'exploitation peuvent oser parler d'un « Etat prolétarien » sous le prétexte que la proportion maximum d'inégalité est peut-être seulement de un à cent, au lieu d'être de un à mille, comme dans les pays proprement capitalistes.

L'exemple des Soviets montre que *les possibilités d'exploitation sont exactement aussi grandes sous le socialisme que sous tout autre système social antérieur.* (Il faut cependant tenir pour acquis que tout système économique planifié ou socialisé représente un grand pas en avant par rapport au processus de la production sous le capitalisme privé à cause de la suppression des calamités résultant des crises cycliques.)

Si l'on peut se permettre une prophétie, on peut dire que pour les ouvriers et les petits employés de l'avenir le socialisme — nom également cher aux staliniens et aux hitlériens — sera tout bonnement cette forme d'exploitation de l'homme par l'homme que nous présente l'actuel système russe de nationalisation et d'inégalité de revenus, et qu'à leurs oreilles, ce mot sonnera, pour désigner les relations de maître à esclave, comme ceux de féodalité ou de capitalisme. De même que dans les systèmes sociaux antérieurs les maîtres et les esclaves se constitueront en classes fixes, car alors que *tous les enfants des nouveaux maîtres auront la possibilité de faire des études supérieures, seuls les plus doués des enfants des basses classes pourront avoir ces possibilités et s'élever ainsi au-dessus du niveau des travailleurs manuels.* Il est inutile de dire que cette « élite prolétarienne », au lieu de devenir une avant-garde de la classe ouvrière, sera absorbée automatiquement — au point de vue économique et psychologique — par la classe régnante des bureaucrates.

Les socialistes et l'égalisation

Que le nouveau système soit instauré par les socialistes ou par les communistes, qu'il maintienne le strict absolutisme d'un seul parti à la

(2) Voir la *Critique du programme de Gotha*, pp. 24-25 (éd. du Bureau des Editions, Paris, 1933) où Marx parle du « *droit inégal pour un travail inégal* » dans la « première phase de la société communiste ». Georges Sorel dans sa *Décomposition du Marxisme* (p. 4), en parlant de tout ce passage de Marx, lui donne la même interprétation, en disant que « suivant Marx les salaires devraient être réglés, après la révolution sociale, suivant les principes empruntés au régime capitaliste ». Cette interprétation n'est donc pas une « falsification » stalinienne, comme semble le croire R. Louzon dans sa note à mon *Socialisme et les Intellectuels* paru dans la *R. P.* en 1933). (*Note de l'auteur.*)

— Bien que partageant l'idée principale exposée au cours de son article par Nomad, je pense, tout comme en 1933 et auparavant, qu'on ne peut prétendre que Marx, en un passage quelconque de sa *Critique au projet de programme de Gotha*, se prononce pour une inégale rémunération du travail intellectuel et du travail manuel, ou, plus généralement, pour toute inégalité de rémunération fondée sur une différence dans la nature du travail fourni. Cela pas plus dans le passage auquel Nomad fait allusion que dans celui sur lequel prétendait s'appuyer Staline.

Dans le passage dont parle Nomad, il est fait mention à divers reprises d'un droit inégal.

La première fois c'est pour faire cette constatation : si deux individus dont l'un n'a rien foutu tandis que l'autre a fourni un travail intensif touchent la même part du revenu social, ce « droit égal » sera en fait un droit inégal puisqu'à un travail inégal correspondra une égalité de distribution, ce qui fait qu'une même quantité de travail donnerait un droit différent.

Un autre passage où il est question de droit inégal est un correctif aux conclusions qu'on pourrait tirer du premier ; c'est celui où Marx remarque que si deux individus touchent la même chose pour un même travail, celui qui a des enfants se trouvera en réalité, eu égard à ses charges, toucher moins que celui qui n'en a pas. Donc, là encore il ne faut pas un droit égal, mais un droit inégal.

Eh bien ! où voit-on, dans ces deux propositions, quoi que ce soit qui puisse signifier que la rémunération doive dépendre de la nature du travail, qu'elle doive être plus grande pour un travail de nature intellectuel que pour un travail manuel ? Non seulement il n'y a rien de cela dans le texte de Marx, mais toute interprétation de ce genre y est écartée presque explicitement. En effet, dans tout ce passage, Marx parle exclusivement de différences dans « la durée » et l' « intensité » du travail, nulle part de différences dans sa nature, et, définissant ce qu'il entend par « journée sociale de travail », il déclare qu'elle représente « la somme des heures de travail individuel », sans faire aucune distinction d'après la nature du travail.

Autrement dit, Marx déclare que pendant « la première phase du communisme », alors que la nouvelle société « vient de *sortir* de la société capitaliste », un manœuvre consciencieux devra être payé plus qu'un manœuvre feignant, et même aussi un manœuvre adroit plus qu'un manœuvre maladroit, et qu'un bon ingénieur devra être payé plus qu'un mauvais ingénieur. Mais déduire de cela qu'un manœuvre doit être payé moins qu'un ingénieur, c'est simplement ne pas savoir lire, ou, ce qui est la même chose, lire avec des œillères.

Au surplus, je rappelle que lorsque après la mort de Marx, cette idée biscornue que telle pouvait avoir été la pensée de Marx prit naissance — sans doute afin de justifier par avance les transformations qu'allait subir le socialisme — Engels en fit justice dans son *Anti-Dühring*, en quelques pages lumineuses, aussi claires et aussi explicites qu'il est possible, et auxquelles il est impossible d'opposer le moindre texte de Marx. Je renvoie une fois de plus les hommes de bonne foi à ces pages d'Engels.

(*Note de R. Louzon.*)

manière bolchevique, ou qu'il permette une concurrence « démocratique » entre les divers partis politiques, la *distribution* y sera basée sur l'immémorial principe aristocratique de donner le plus gros morceau du fromage aux « plus méritants ». « *Le socialisme n'est pas l'égalisation* », écrivait Otto Bauer, le plus grand théoricien de l'aile socialiste du marxisme, dans sa revue *Der Kampf* en mai 1936, « il nivelle la société en *abolissant les classes* et en détruisant les privilèges de la naissance ou de la richesse. Mais il la différencie en récompensant ceux dont les services envers la société sont particulièrement éminents, *en les élevant au-dessus des masses en fait de revenus et de prestige social* » (3).

« L'abolition des classes », avec de plus gros revenus allant aux plus « méritants », c'est-à-dire à la bureaucratie et, occasionnellement, aux ouvriers stakhanovistes, est un mensonge qui va de pair avec la prétention bourgeoise de la non-existence des classes en démocratie capitaliste, parce que tout le monde y a le droit de vote et « une égale chance » de faire fortune. Sous le socialisme, « tout le monde » a une « part égale » dans les moyens de production de la nation, et une « chance égale » de devenir bureaucrate, pourvu qu'il ait intelligemment choisi ses parents ou que la nature lui ait donné ces talents particuliers grâce auxquels « tout » groom peut devenir en Amérique directeur général d'une grande entreprise.

Par conséquent il n'y a rien d'étonnant à ce qu'une partie toujours plus grande des travailleurs intellectuels des pays non fascistes accoure en foule se jeter dans les bras des partis de l'extrême gauche. Ils y voient, par l'exemple russe, la possibilité de mettre une fin à leur insécurité économique et de chasser les magnats financiers, ainsi que la perspective de devenir eux-mêmes les maîtres de la nation. Ils sont les pionniers de leur classe.

Où le fascisme retrouve le socialisme

Si d'autres intellectuels, par contre, au lieu de devenir socialistes ou communistes, rejoignent les rangs fascistes, c'est en grande partie pour la même raison que celle qui pousse de nombreux ouvriers à endosser la chemise brune ou noire. Certes, l'influence de l'idéologie réactionnaire joue-t-elle un certain rôle, mais c'est surtout le désir d'arriver au pouvoir aussi rapidement que possible, qui fait le succès de l'évangile fasciste. Si l'on fait abstraction des vulgaires aventuriers au service de certaines cliques capitalistes, beaucoup d'intellectuels fascistes se joindraient au mouvement communiste, s'ils voyaient que ce dernier avait quelque chance de réussite immédiate, ou, au moins, l'intention de tenter immédiatement sa chance. Mais à l'heure actuelle il n'est plus douteux que les leaders communistes de pays non fascistes sont devenus aussi « modérés », sinon plus, que les leaders socialistes d'avant-guerre. La différence est que leur opposition à toute action révolutionnaire leur est dictée dans une grande mesure par leur rôle d'« amis » intéressés du gouvernement russe et que celui-ci veut éviter tous troubles sociaux dans les pays non fascistes. En jouant le rôle de mercenaires de la bureaucratie soviétique, les « communistes » ne se différencient pas des déclassés qui sont au service des fascismes étrangers ou des cliques capitalistes de l'intérieur (4).

Les fascistes au pouvoir, en dépit de leur respect envers tous les tabous du passé, ne sont pas exactement les larbins du capitalisme, comme les socialistes et les communistes le croient ou feignent de le croire. Ils sont son *principal associé*. Ils accaparent une part toujours plus grande de la richesse du pays, et, bien que dans quelques Etats ils favorisent largement les marchands de canons, leurs prélèvements, destinés à nourrir un énorme appareil bureaucratique, appauvrissent dans son ensemble la bourgeoisie. Leur bureaucratie protège les riches mais elle les fait chanter en même temps; elle vit en parasite sur toute la nation, tout comme les Prétoriens de l'Empire romain qui, bien que permettant aux riches d'exister, étaient les véritables maîtres du pays, vivaient aux dépens de toutes les classes de la population.

Le fait que les fascistes travaillent actuellement en étroite association avec les capitalistes n'implique nullement que cette association soit appelée à durer toujours. L'histoire est pleine de cas où les mercenaires, Prétoriens, Mamelucks, Condottieres, sont devenus les maîtres de ceux qu'ils servaient. Il y a une aile ouvertement anticapitaliste à l'intérieur du parti fasciste, et qui prône « la route de Moscou », c'est-à-dire

---

(3) Dans une conférence faite à Vienne, le lieutenant d'Hitler, Paul Goebbels, parlait ainsi : « Nous disons : *à chacun son dû*. Par là nous adoptons le point de vue aristocratique : ne pas prendre en considération la fortune ou le rang, mais *les capacités* et *les services* » (cité d'après l'*Arbeiter-Zeitung* du 25 septembre 1932). — En admettant franchement la nature aristocratique de ce principe, le fasciste Goebbels, quelque répugnant qu'il soit, est au moins plus franc que les marxistes, communistes ou socialistes, qui présentent l'inégalité des « récompenses » comme une doctrine « prolétarienne ».

(4) Nous passons ici sur les partisans de Trotsky et les divers groupes anarchistes ou syndicalistes révolutionnaires qui demandent autre chose que le maintien du *statu quo* bourgeois et démocratique. Du reste, les trotskystes ne sont au fond que des staliniens manqués; quant aux syndicalistes révolutionnaires et aux anarchistes, les premiers par l'adoption du slogan « tout le pouvoir au syndicat », — c'est-à-dire *aux fonctionnaires syndicaux*, — les anarchistes, par leur participation à un gouvernement front populaire en Espagne, ont démontré qu'ils ne sont que des variétés dissidentes du socialisme ou du communisme. (*Note de l'auteur.*)

— Nous ne voyons pas très bien comment le slogan de « tout le pouvoir au syndicat » a pu changer le caractère du syndicalisme révolutionnaire. Le syndicalisme des années 1900 a toujours réclamé pour le syndicat et pour le syndicat seul la charge de réorganiser et d'administrer la société; le « slogan » du pouvoir au syndicat ne dit rien autre chose.

Quant à l'identification du syndicat avec les fonctionnaires syndicaux, nous ne nions pas et nous n'avons jamais nié qu'il y ait là un danger. Il y a toujours danger à ce que le Souverain abdique entre les mains de ses Délégués. Mais toute action, dès qu'on l'envisage sous une forme concrète, comporte des dangers. Pour avoir une action exempte de dangers, une action idéale, il faut s'en tenir à des généralités comme celles de la conclusion de cet article, où l'on se contente de recommander l'action sans envisager les formes concrètes qu'elle doit revêtir. Mais ce que nous disons c'est que le danger de la substitution de l'« appareil » aux « masses » est moindre dans le syndicat que dans toute autre forme d'organisation, parce que le syndicat est ouvert à tous les travailleurs et à eux seuls et qu'il les groupe sur le terrain que chacun d'eux connaît le mieux : celui de son travail et de ses intérêts immédiats.

Pour ce qui concerne les anarchistes espagnols, il nous semble pour le moins exagéré de vouloir conclure de leur participation au gouvernement Caballero, dans des circonstances aussi spéciales que celles que traverse l'Espagne, à une transformation de leurs buts sociaux.

(R. L.)

l'expropriation des capitalistes. Mussolini, lui-même, s'il se voit acculé dans une impasse ou menacé d'une révolution, n'hésitera pas à exproprier les capitalistes s'il pense ainsi maintenir le pouvoir aux mains de son parti — qui constitue la section la plus déterminée des intellectuels italiens. Ses menaces, abondamment publiées, d'en finir avec le capitalisme, et le caractère sérieux de ces menaces, ont peut-être été pour une part dans la résignation de l'Europe à l'égard de la guerre éthiopienne. Des tendances anticapitalistes similaires sont depuis longtemps bien accentuées chez certains nazis « de gauche » (le groupe du Dr. Otto Strasser), aussi bien que parmi la caste des officiers japonais et de ses alliés bureaucratiques. Il est presque certain qu'en cas de défaite militaire, les gouvernements fascistes, afin d'éviter une révolte des masses déçues, procéderaient eux-mêmes à l'expropriation des capitalistes en faisant croire aux masses que ce sont elles qui, dès ce moment, deviennent propriétaires de l'ensemble de la richesse nationale. Voilà l'une des raisons pour lesquelles ni la France ni l'Angleterre n'ont envie de partir en guerre contre les puissances fascistes, même si elles étaient sûres de leur victoire. Car l'établissement d'un Etat collectiviste, même dominé par un parti fasciste, serait un encouragement puissant pour les tendances anticapitalistes dans les pays vainqueurs.

Il n'y a aucune raison pour que les intellectuels fascistes soient opposés à l'élimination du capitalisme, à condition qu'ils puissent monopoliser pour leur parti toutes les bonnes places à l'exclusion de leurs concurrents politiques. Le socialisme peut fonctionner comme une nouvelle forme de gouvernement de classe, comme un nouveau mode d'exploitation économique, quelle que soit la « superstructure » philosophique dont on le charpente. Un système qui représente le règne de la classe bureaucratique est tout aussi compatible avec un nationalisme aristocratique et sa glorification de l'élite, genre Pareto-Mussolini, qu'avec un « internationalisme prolétarien » marxiste-léniniste et sa non moins aristocratique « avant-garde prolétarienne », ou encore avec le socialisme « démocratique » de Bauer, qui proclame que ceux qui auront rendu plus de services et auront plus de prestige jouiront de revenus plus élevés. De même que le capitalisme privé peut aussi bien amasser ses profits sous l'iconoclasme voltairien de la Troisième République que sous le culte médiéval d'un Empereur-Dieu et un semi-absolutisme militariste, comme c'est le cas au Japon.

Un danger dont le capitalisme ne se doute pas

L'hostilité entre fascistes et socialistes (y compris les communistes), quelque violente qu'elle soit, n'est donc pas une hostilité entre deux classes opposées; c'est une hostilité de concurrents, une hostilité comparable à celle des capitalistes franc-maçons et des capitalistes cléricaux, à celle des ecciésiastiques des différentes confessions, ou même à celle des différentes bandes de « gangsters » opérant sur un même terrain.

Le système capitaliste est menacé et par ceux qui l'attaquent ouvertement, et par ceux qui prétendent le défendre. En dehors de leur terminologie, c'est surtout leur plan d'action qui sépare ces soi-disant ennemis irréconciliables, l'extrême gauche et l'extrême droite. Les intellectuels communistes — pour ne parler que des bolcheviks russes — vocifèrent contre le système capitaliste; ils se sont servis des ouvriers comme base sociale; ils ont dépossédé les capitalistes; et, après avoir convenablement organisé leur appareil gouvernemental, ils ramènent les ouvriers à l'état d'ilotes, des ilotes au service de leurs « émancipateurs ». Les intellectuels fascistes — modèle italien, allemand ou catholique — ont choisi le chemin inverse, plus commode, qui leur a été rendu plus aisé précisément du fait de l'épouvante de la bourgeoisie devant l'exemple russe : ils vocifèrent contre les ennemis du système actuel, ils s'appuient sur les capitalistes — dont les subventions sont plus abondantes que les cotisations des ouvriers —, ils réduisent les ouvriers à l'état d'ilotes en détruisant leurs organisations et par toute une série de mesures despotiques; et, à la fin, après avoir convenablement organisé leur appareil gouvernemental, les « sauveurs » du capitalisme procèdent à une expropriation graduelle et systématique de leurs « protégés ». Dans un cas comme dans l'autre, c'est la bureaucratie et les intellectuels qui restent la véritable classe dirigeante, à laquelle toutes les autres classes doivent faire leur soumission. La différence ne consiste que dans la marche du processus, mais le résultat atteint est le même. Les capitalistes préfèrent le fascisme parce qu'il leur offre une mort moins violente et plus lointaine, avec des possibilités d'adaptation beaucoup plus grandes.

Mais en cela, pour le moment présent, ils se trompent. Les communistes de nos jours ne sont plus, en effet, les mêmes qu'il y a vingt ans. Les communistes ont toujours été une sorte de « Légion internationale » civile au service du régime bolchevik, constituée par un mélange, toujours changeant, d'enthousiastes naïfs, de politiciens sans principes et d'aventuriers cyniques. Les enthousiastes des premiers jours rêvaient honnêtement d'une révolution dans leurs propres pays; leurs désirs coïncidaient avec les besoins de la Russie soviétique encerclée alors par un monde d'ennemis. Mais aussitôt que la Russie est redevenue une puissance respectable, vivant en paix avec les pays capitalistes et même alliée à un certain nombre d'entre eux, les communistes qui conspiraient contre le capitalisme ont disparu. Leur place dans les partis communistes fut prise — dans les pays qui n'appartiennent pas au bloc antirusse — par des politiciens pro-russes intéressés au maintien du *statu quo* international, *statu quo* que le régime soviétique est aussi soucieux de conserver que les puissances démocratiques. Ce *statu quo* implique la nécessité de l'union sacrée dans les pays démocratiques, c'est-à-dire le maintien de la paix sociale dans chacun de ces pays.

Aussi, quelque paradoxal que cela puisse paraître, la menace contre le capitalisme vient moins de la part des « révolutionnaires » que de la part des réactionnaires, de la part des loups affamés du fascisme des « nations prolétariennes » (pour nous servir d'un vieux terme du nationalisme italien), telles que l'Italie, l'Allemagne et le Japon, ainsi que de leurs disciples dans les autres nations. Les guerres déchaînées par les fascistes pourront amener la disparition du capitalisme privé beaucoup plus rapidement que l'étatisme à étapes graduelles proposé par les socialistes et les communistes des pays non fascistes.

Dans un cas comme dans l'autre la situation des ouvriers ne pourra être améliorée que s'ils mènent une lutte acharnée contre le nouvel Etat

socialiste, que celui-ci soit dirigé par la bureaucratie fasciste ou par la bureaucratie socialo-communiste.

Pas de « lutte finale »

Ainsi, l'abolition du capitalisme, qu'elle soit l'œuvre de l'extrême gauche ou de l'extrême droite, qu'elle soit accomplie pacifiquement ou par la violence, conduira en fin de compte à l'établissement d'une nouvelle domination de classe, d'une nouvelle exploitation de l'homme par l'homme. L'institution de ce nouvel Etat de classe amènera naturellement un violent mécontentement chez les ouvriers et aussi chez les « parents pauvres » des nouveaux maîtres bureaucratiques. C'est alors qu'apparaît une nouvelle poussée vers une nouvelle « révolution finale » où le vieux processus se répétera sous le couvert d'un nouveau vocabulaire. En effet, les nouveaux révolutionnaires victorieux — syndicalistes révolutionnaires, anarchistes, communistes de gauche ou fascistes « bolchevisants » — qui auront renversé ou détrôné la vieille bureaucratie communiste, socialiste ou fasciste, seront forcément obligés, au lendemain de leur triomphe, de fonder une nouvelle aristocratie : en d'autres termes, de suivre l'exemple russe. Car le processus d'une révolution est toujours le même : prise du pouvoir, organisation d'un gouvernement révolutionnaire; sa défense contre les anciens maîtres d'abord, ensuite sa consolidation contre les masses dans l'intérêt d'une aristocratie de bureaucrates, techniciens, et autres membres des couches instruites de la société.

Mais tout cela, en dernière analyse, se réduit-il donc à la vieille sagesse du « *ceci a été, est et sera* » ? En d'autres termes, cette conclusion relègue-t-elle les pauvres à l'esclavage éternel ?

Non, notre scepticisme, si scepticisme il y a, est le contraire même du fatalisme. *Il implique, au contraire, la révolte permanente contre tout* statu quo : *aussi bien exploitation capitaliste d'aujourd'hui qu'inégalité socialiste de demain. Il est dirigé à la fois contre les patrons oppresseurs d'aujourd'hui et contre les bureaucrates « libérateurs » de demain; contre la bourgeoisie d'hier, qui se servait des ouvriers dans sa lutte contre la tyrannie féodale, et contre la nouvelle classe moyenne d'aujourd'hui qui s'en sert dans sa lutte contre les capitalistes; contre les universitaires qui font l'apologie des nouvelles formes d'esclavage et contre leurs concurrents issus des rangs des ouvriers autodidactes.*

Cependant, ce « scepticisme » implique l'admission de l'existence d'un certain phénomène qui, jusqu'ici, a été constamment ignoré ou passé sous silence : la reconnaissance du caractère non prolétarien, néo-bourgeois, des couches non capitalistes mais instruites de la société, qui sont désignées sous le nom générique de « travailleurs intellectuels », auxquelles les luttes ouvrières fournissent l'occasion de prendre la place des maîtres d'autrefois; et la constatation du dualisme tragique inhérent au mouvement ouvrier, dualisme tenant à l'inévitable association entre la masse et ses leaders — cette association qui, bien qu'il en résulte des avantages pour les masses, aboutit inévitablement à un conflit entre les intérêts des leaders et ceux des masses qui les suivent.

Ces élites dirigeantes, même issues de la masse ouvrière, sont plus instruites que ceux qui les suivent; elles présentent un caractère essentiellement aristocratique, qu'elles professent des doctrines démocratiques, anarchistes, socialo-communistes, syndicalistes ou fascistes. Comme tous les groupes aristocratiques, elles appliquent des procédés politiques inévitablement machiavéliques et amoraux en les justifiant à leurs propres yeux au moyen de toutes sortes de sophismes philosophiques, et trompant sans cesse les masses, consciemment ou inconsciemment. En fait, toute leur activité et tous leurs efforts tendent au but unique d'obtenir ou de conserver le pouvoir et les avantages qui en résultent pour leur groupe particulier.

Pour renforcer leur emprise sur les masses, ces groupes aristocratiques en arrivent à donner à leurs mouvements certaines caractéristiques religieuses. La liaison entre leur croissance matérielle et leur décadence spirituelle présente une analogie frappante avec ce que l'on peut observer dans toutes les grandes religions. L'intolérance et la répression impitoyable de toute opinion hérétique, aussi bien que la vénération accordée au chef sont les caractéristiques ordinaires de ces groupes, qu'ils se situent à l'extrême droite ou à l'extrême gauche.

Le désir de concentrer tout le pouvoir et les privilèges qui en résultent exclusivement entre les mains d'un groupe politique restreint aboutit à une incessante concurrence pour le pouvoir entre les divers groupes d'intellectuels qui se trouvent, ou voudraient se trouver, à la tête des masses mécontentes. Quelques-uns de ces groupes peuvent être plus cyniques que les autres dans leurs efforts pour gagner les masses; quelques-uns peuvent être à la solde de capitalistes de l'intérieur ou de bureaucrates étrangers, mais, au fond, même le plus « honnête » et le plus « conséquent » de ces groupes ne peut arriver à être « réellement prolétarien » dans ses buts. Car toute organisation politique tend, en fin de compte, à une seule chose : obtenir le pouvoir, c'est-à-dire des privilèges pour elle-même ou, plus précisément, pour ses militants les plus actifs. Cette lutte pour le pouvoir entre les divers groupes est une garantie contre la stagnation et la perpétuation du *statu quo*. Dans les circonstances actuelles, elle tend à hâter l'avènement d'un système quelconque d'économie socialisée.

Après la disparition des capitalistes ou, tout au moins, la diminution considérable de leur puissance du fait de l'établissement d'une économie dirigée — de modèle socialiste ou fasciste — les divers groupes d'intellectuels ou d'anciens ouvriers, devenus les maîtres sous le nouveau régime socialiste, communiste ou fasciste, s'engagent dans une lutte implacable pour la prépondérance à l'intérieur de l'appareil bureaucratique. C'est là l'essence du conflit qui oppose les Trotsky et les Staline, les Roehm et les Goering, conflit dû aux tendances oligarchiques qui prévalent à l'intérieur de chaque classe dirigeante. Le désir de l'emporter force les rebelles à faire appel au mécontentement des ouvriers et des petits employés et à les aider à obtenir une part plus grande du revenu national. Ce processus est accompagné par l'ascension des éléments les plus intelligents et les plus instruits de la classe ouvrière qui se rallient à l'un des groupes en présence ou se frayent leur propre voie vers le pouvoir.

Chacun des partis ou des groupes qui constituent l'opposition tend à comprendre des idéalistes désintéressés, ou « romantiques », dont les préférences sont pour ceux d'en bas et qui ne cherchent, au moins d'une façon délibérée,

ni le pouvoir, ni des avantages personnels. Ceux-ci, tout naturellement, aideront tout mouvement de masses en faveur de meilleures conditions de vie, exprimées par un salaire plus élevé, une durée de travail réduite, et du travail pour les chômeurs; ils dénonceront les leaders qui, pour une raison ou une autre, seront suspects de retenir les masses ou de les trahir. Cependant, le succès même de leur opposition révolutionnaire peut forcer ces rebelles désintéressés à assumer, dans une situation donnée, les responsabilités du pouvoir — et d'imiter l'exemple de ceux qu'ils viennent de dénoncer; alors ils se trouveront attaqués par de nouveaux militants qui, à leur tour, passeront par le même cycle; et ainsi de suite jusqu'au temps béni où ce miracle des miracles, le « bon maître » ferait son apparition.

Ce perpétuel changement de maîtres, accompagné de la lutte des masses aspirant à un rapprochement toujours plus grand vers l'égalité dans les jouissances de la vie, forme le contenu essentiel du processus historique. Ce processus ne connaît pas un âge d'or où l'harmonie et la justice sont établies une fois pour toutes. Pas plus qu'il n'y a de « dénouement heureux » il n'y a de « révolution finale » éliminant toute lutte des classes. Le « communisme », dans le sens *égalitaire* du mot, comportant l'idée de la complète égalité de droits à toutes les jouissances, c'est-à-dire la complète égalité de revenus, restera donc — un *idéal*, dont on s'approche toujours, sans pourtant jamais l'atteindre. *Mais on s'en approche non pas en acceptant l'idée de l'inégalité comme le font les socialistes à la Bauer ou les « communistes » à la Staline, mais en se révoltant contre ce principe — aussi « naturel » que le droit du plus fort.*

Ainsi, pour les masses ouvrières, toute « victoire finale » proclamée par leurs chefs victorieux, même si elle est un réel pas en avant, ne peut être qu'un nouveau point de départ dans leur lutte sans fin, encore et toujours, à la poursuite de plus de bien-être, une lutte ravivée sans cesse par les privilèges et les avantages dont bénéficient leurs nouveaux maîtres.

L'abîme qui sépare la majorité qui travaille et qui peine, des hommes aux « services éminents », de ceux qui réunissent la combinaison la plus efficace d'expérience, d'intelligence et de manque de scrupules, l'abîme qui sépare les ouvriers de la future aristocratie socialiste et communiste de cerveaux et de revenus supérieurs ne sera probablement jamais définitivement comblé. Mais les « passions mauvaises » (Bakounine) de ceux d'en bas, leur envie et leur haine légitime pour leurs supérieurs heureux les conduiront en avant — sous des leaders toujours changeants. Ces leaders disparaîtront successivement, martyrs défaits ou maîtres victorieux, mais la lutte continuera.

Cette lutte, c'est *la révolution permanente*. Elle est permanente au sens réel du mot, et non pas comme le conçoivent des aspirants dictateurs de l'extrême gauche qui couperont court à leur « processus dialectique » lorsque eux-mêmes seront devenus les maîtres du monde.

Max Nomad.

Au secours de Léger!

Les lecteurs de la *R. P.* se souviennent de la récente condamnation du militant syndical Robert Léger à 13 mois d'emprisonnement pour détention d'armes et d'explosifs.

Ce camarade fut un des principaux animateurs des mouvements de grève des travailleurs de l'hôtellerie. De plus, il n'hésita pas à payer de sa personne en allant organiser les services de cuisine de la Brigade Internationale, en Espagne, où il échappa à grand'peine aux staliniens lorsqu'il fut reconnu par quelques « nacos » français. Ces messieurs ne lui pardonnent pas la défense brillante de l'indépendance du syndicalisme qu'il assura au syndicat des Cuisiniers. C'est à la C.N.T. qu'il dut d'être sorti sain et sauf d'Espagne.

Mais peu de temps après sa rentrée en France, le ministre socialiste Marx Dormoy le fit emprisonner à la suite d'une perquisition. Au tribunal, notre ami affirma son droit moral d'avoir des armes destinées aux camarades luttant en Espagne. Il fut condamné à 13 mois de prison.

Nous venons d'apprendre qu'il souffre horriblement de rhumatismes, dans une cellule si froide qu'il a les mains couvertes d'engelures et enveloppées de pansements. La malpropreté est telle qu'il s'est vu envahir par la vermine.

Robert Léger doit passer bientôt en appel; il faut que les organisations ouvrières alertent l'opinion publique afin d'empêcher cet odieux emprisonnement de continuer.

Laisserons-nous mourir en prison ceux qui ne se sont pas contentés d'avoir « leur cœur avec les miliciens » mais leur ont fourni les armes nécessaires à leur défense?

Contre le cumul

La C.E. de la Fédération Postale du Nord réunie à la Bourse du Travail, 45, rue Léon-Gambetta, après avoir examiné la situation générale et certaine d'exprimer le sentiment de ses adhérents :

S'élève contre l'attitude des partis composant la majorité du Front populaire dans le vote intéressant la rémunération des agents de la fonction publique.

Par leur position, le gouvernement et le parlement de Front populaire se sont dressés contre les revendications légitimes du Cartel des Services publics et la C.G.T. toute entière qui avait affirmé sa pleine solidarité à l'égard des fonctionnaires.

Condamne impitoyablement la position prise par les militants responsables du mouvement syndical détenant également un mandat parlementaire, rompant ainsi la solidarité ouvrière qui a toujours animé notre mouvement syndical.

Devant une aussi pénible constatation, dénonce l'intolérable équivoque qui vient de se dévoiler et réclame l'indépendance totale du mouvement syndical.

Demande aux Fédérations groupées au sein du Cartel des Services publics d'œuvrer rapidement auprès de l'Union locale et du Bureau de la C.G.T. pour inviter les militants responsables incriminés à opter pour l'une ou l'autre de leurs fonctions.

Sollicite en outre de toutes les Fédérations adhérentes à la C.G.T. la modification de leurs statuts afin d'assurer, pour l'avenir, au mouvement syndical la plénitude de son indépendance vis-à-vis des partis politiques.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

LIBERONS L'INDOCHINE

Je vois annoncer, avec cette sorte d'hypocrisie naïve qui caractérise nos démocraties, un meeting où l'on doit protester contre la guerre sino-japonaise, au nom de l'Humanité et... au nom de la défense de l'Indochine!

Ainsi, on va protester contre la guerre que fait le Japon à la Chine, et, en même temps, défendre ce qu'on a acquis soi-même exactement par les mêmes moyens que ceux qu'on reproche aujourd'hui au Japon d'employer!

Disons-le nettement! S'il y a des pays qui n'ont pas le droit de protester contre l'action du Japon en Extrême-Orient, au nom de la Paix, de l'Humanité et de la Justice, ce sont les pays européens et en premier lieu la France et l'Angleterre.

Qui en effet a dépecé la Chine? Qui a fait la guerre à la Chine pour l'obliger à se soûler d'opium et à ouvrir ses portes à l'exploitation capitaliste? Qui lui a enlevé ses droits souverains sur son propre territoire? Qui s'est emparé de ses douanes et de ses monopoles? Qui s'est attribué ce privilège exorbitant de ne pas être justiciable de ses tribunaux réguliers? C'est l'Angleterre, c'est la France, ce sont tous les pays européens. Tant que ceux-ci n'ont pas réparé cette injustice, ils n'ont qu'un droit : celui de se taire. Le pays qui a enlevé le Tonkin à la Chine, ne peut protester contre l'enlèvement du Mandchoukouo; le pays qui soumet l'Indochine à un régime d'esclavage et de terreur, chaque année accrus, n'est pas habilité à protester contre le régime institué par le Japon en Chine du Nord, car, quel que soit celui-ci, il ne saurait être pire que celui de l'Indochine.

Renoncez à vos concessions à Shanghaï et ailleurs! Renoncez à vos droits d'exterritorialité! Déchirez les « traités inégaux »! Rendez aux divers parties de l'Indochine le droit de se déterminer elles-mêmes! A ce moment et à ce moment seulement, vous aurez le droit de parler au nom de l'Humanité et de la Justice.

Mais lorsque, au contraire, vous nous demandez de nous élever contre les atrocités de la guerre japonaise parce que cette guerre menace « votre » Indochine, nous ne marchons pas : nous ne marchons pas pour un pacifisme qui n'est qu'un masque de l'impérialisme.

ON ASSASSINE AU MAROC ET ON Y CONTINUE A EMPRISONNER

J'écrivais la quinzaine dernière que les trois à quatre cents citadins marocains que le provocateur Noguès a envoyés aux travaux forcés dans les neiges de l'Atlas, sans jugement ou après une parodie de jugement, allaient y crever. Ces lignes étaient à peine écrites qu'on apprenait la mort de l'un d'eux, le professeur à l'Université Karaouine de Fès, Korri, assassiné par un gardien. Trouvant sans doute que la mort naturelle due au climat et autres conditions de vie, ne venait pas assez vite, un garde-chiourme a roué de coups Korri, à la suite desquels celui-ci est mort. Nouvelle victime à ajouter au palmarès déjà si chargé des gouvernants du Front populaire.

Mais qu'on ne s'y trompe pas! Si la mort de Korri est parvenue à notre connaissance, c'est que Korri était un « notable »; sa disparition ne pouvait passer inaperçue. Il n'en est pas de même pour la foule des « anonymes », de tous ceux qui ne sont pas professeurs et ne jouissent d'aucune notoriété. Ceux-là meurent sans qu'on le sache, victimes seulement du froid et de la faim, ou victimes de cela et des coups des gardiens.

Ces morts peuvent rester d'autant plus ignorées que par un raffinement de cruauté que ne connaissent même pas les pays fascistes (excepté la Russie), certains déportés ont été transportés en des lieux inconnus, sans aucune communication avec l'extérieur, de telle sorte que leurs plus proches parents eux-mêmes ignorent où ils se trouvent. Tel est le cas notamment des militants du Parti des réformes qui furent arrêtés au lendemain des événements de Khemisset, sans y avoir participé et qui n'ont été l'objet d'*aucun jugement*, même en parodie.

Aussi ne s'étonnera-t-on pas que durant les journées de la grande fête musulmane de l'Aïd-es-Seghir qui a eu lieu au début de ce mois, nombreux furent les Marocains qui pensèrent à leurs martyrs. Un certain nombre d'entre eux prirent, à cette occasion, la responsabilité d'envoyer des télégrammes aux autorités, pour demander un meilleur traitement des prisonniers. Oser envoyer de tels télégrammes! Mais c'est un délit! Un « complot contre la sûreté de l'Etat », sans doute? En conséquence, *pour cet unique fait d'avoir envoyé au gouvernement des télégrammes demandant un meilleur traitement des prisonniers*, les signataires furent arrêtés : 3 à Casablanca, 3 à Fès.

Tel est le régime abject institué au Maroc par Noguès, « limogé » par Briand. C'est un point que nous n'avions pas encore eu, en effet, l'occasion de signaler : LE PROVOCATEUR NOGUÈS EST UN RÉCIDIVISTE.

C'est un récidiviste de la « christianisation ». C'est lui, qui, en 1930, fit prendre, en tant que Directeur des Affaires indigènes, le fameux « dahir berbère » ayant pour but de permettre une plus facile désislamisation des Berbères et leur conversion au catholicisme.

C'est un récidiviste de la « répression » des

troubles qu'il a lui-même provoqués. Ce fut lui le responsable des « bastonnades » infligées aux étudiants de Fès coupables d'avoir protesté contre le dahir berbère.

Pour ces deux saloperies, Noguès fut limogé par Briand, qui le retira de la Direction des Affaires indigènes du Maroc et l'envoya en Algérie dans un poste où sa malfaisance ne pouvait s'exercer, sinon dans une mesure bien moindre.

Il revenait au lamentable Blum de nommer Résident général le limogé de Briand, pour qu'il reprenne sa politique de prosélytisme catholique et de brutalité sanguinaire. La procession catholique à Khemisset, centre berbère, est la suite du dahir berbère de 1930; les tueries de Meknès et de Port-Lyautey, les emprisonnements et les déportations actuels sont la suite des « bastonnades » d'il y a sept ans. Seulement à une échelle beaucoup plus grande : à l'échelle du poste, à l'échelle de Résident, et non plus de Directeur.

L'ARRESTATION DE TORRES A TETOUAN

En même temps que la persécution s'abat ainsi sur les Marocains de la zone française, la voici qui commence à s'abattre sur ceux de la zone espagnole.

Alors que jusqu'ici, ainsi que nous l'avons plusieurs fois signalé, Franco pratiquait au Maroc espagnol une politique extrêmement libérale à l'égard des Marocains, il vient brusquement de changer d'attitude en faisant arrêter, entre autres, le principal dirigeant du mouvement marocain : Torres.

A quoi est dû ce changement?

Il faut sans doute y voir l'effet de deux causes qui se combinent.

D'une part il est manifeste, comme on l'a vu par les événements de ces derniers temps, que Franco paraît assez disposé à entrer dans le jeu de l'Angleterre en se débarrassant de l'aide italienne. Dès lors, s'il est obligé d'opter définitivement pour la carte britannique et pour elle seule, il n'a plus besoin de disposer de moyens de pression contre la France. Son libéralisme à l'égard des Musulmans, menace permanente, par son exemple, contre le régime d'oppression institué par la France au Maroc, n'a plus d'utilité.

D'autre part, au-dessus des rivalités des impérialismes entre eux, il y a leur solidarité commune contre leurs communes victimes. Etant donné que, pour la raison que nous venons de dire, la rivalité entre impérialismes est, dans le cas présent, en voie d'assoupissement, leur solidarité peut s'exercer à fond. Aussi, la France ayant dit *Tue!*, Franco s'empresse de répondre *Assomme!*

Ce n'est d'ailleurs qu'un prêté pour un rendu. L'an dernier, en vertu précisément de cette solidarité des impérialismes, la France empêcha que s'organise un soulèvement des tribus du Maroc espagnol contre Franco, — cette année Franco remercie du service rendu alors en répondant à la « répression » de Noguès au Maroc français par une « répression » égale au Maroc espagnol.

R. LOUZON.

UN DÉBAT FONDAMENTAL

Comment abattre le fascisme ?

Voici, maintenant, l'opinion de nos lecteurs[1]

« Plutôt la servitude que la guerre »

Mon cher Chambelland, je n'aurais pas éprouvé le besoin d'intervenir dans la discussion ouverte à propos de l'article d'Horace, si celui de Jean Leunois n'appelait quelques précisions que je crois utiles.

Leunois a la poigne vigoureuse et il a fustigé sans pitié les « pacifistes couards à qui la peur du canon enlève toute dignité humaine ». Cette noble colère est évidemment sans réplique et cette maîtresse correction incite à la prudence.

Prenons des précautions. Je les conseille d'ailleurs à ceux qui, fouillant dans leurs souvenirs de combattants, n'y découvrent pas que des actes d'héroïsme, s'ils ne veulent pas être contraints à un silence plein d'humilité. « J'ai eu peur tout le temps », nous confiait ce pauvre Raymond Lefebvre dans l'*Eponge de vinaigre*. Et perdant lui aussi toute dignité humaine, il confessait tout aussitôt :

« Un jour, une rafale d'obus s'abattit parmi nous si rudement, et les gémissements mêlés des éclats de fonte et des hommes touchés furent si poignants, qu'un frisson me secoua le corps de haut en bas, me tordit les entrailles comme une blanchisseuse tord un torchon mouillé... Eh oui... pour vous confier le mot, sauf votre respect, tout est parti à la fois... j'ai dû rester là-dedans pendant vingt-quatre heures... »

Ce même homme fit le sacrifice de sa vie à son idéal de Paix.

Mais j'en viens tout de suite à l'objet essentiel de ma lettre. Ayant dit leur fait aux pacifistes à courte vue, Jean Leunois écrit :

« Plutôt la servitude que la mort ». Qu'elle est loin cette formule d'un militant syndical du cri des anciens révolutionnaires : « La liberté ou la mort ! »

Ce militant syndical, c'est notre ami Jean Mathé. Mais la formule est méconnaissable. Ce n'est pas celle qu'il a lancée en conclusion de sa

(1) Voir les numéros des 25 septembre, 10 octobre, 10 et 25 novembre 1937.

courte intervention au Congrès de Toulouse : « Plutôt la servitude que la guerre, car de la servitude on en sort et de la guerre on ne revient pas ! »

Point n'est besoin d'insister pour souligner toute la différence, qui n'est pas mince, avec la formule que lui attribue Jean Leunois. Ne nous étonnons pas : de différents côtés on s'est ingénié à déformer les paroles de Mathé, à défigurer sa pensée. Il est pourtant clair que les paroles dont il s'est servi postulent la lutte contre toute servitude. Il est tout aussi clair que par guerre il n'entend pas lutte de classes, ni guerre civile, mais la guerre tout court, celle que nous avons connue, les guerres nationales voulues par le capitalisme et qui saignent à blanc le prolétariat.

Mathé, j'en suis sûr, n'eût point manqué de saisir l'occasion qui lui était offerte de développer sa formule pour les lecteurs de la *R.P.* Malheureusement, cloué sur son lit depuis bientôt quatre mois, et ayant subi il y a quelques jours à peine une grave intervention chirurgicale, il se trouve dans l'impossibilité de le faire. Ce militant, sans nul doute courageux, pour reprendre l'expression même de Leunois, paye aujourd'hui douloureusement son dévouement à l'organisation syndicale, à son idéal de Paix et de Liberté.

Je n'ai point, certes, l'intention — j'allais écrire la prétention — de me substituer à lui. Mais au cours de notre dernier Congrès syndical, Mathé s'est expliqué sur sa formule de Toulouse. Si la *R.P.*, mon cher Maurice, dispose de quelques pages, le discours prononcé par Mathé serait, à mon avis, une passionnante contribution au débat ouvert dans notre revue et une mise au point nécessaire contre des déformations qui ne sont pas toutes, comme celle de Leunois, faites involontairement et de bonne foi.

Cordialement à toi,

E. Fronty.

Un discours où Mathé justifie sa formule

Selon le désir de Fronty, nous reproduisons le discours prononcé par Mathé au congrès de mai 1936 du Syndicat National des Agents des P.T.T.

Mathé. — Certains amis nous ont excusé bienveillamment d'avoir lancé la formule de Toulouse, une formule qui les heurte quelque peu, parce que cette formule ne serait que le cri de notre sensibilité. Je veux le dire, après Baron, qu'ils se trompent, que là il ne faut point trouver seulement l'expression de la réaction de nos sentiments devant cette horreur qu'est la guerre, mais l'expression d'une pensée sortie uniquement de la raison que nous croyons en nous définitive. Mais qu'on ne nous reproche pas de faire du sentiment ! Quel est donc le cœur qui, à l'évocation des douleurs et des horreurs de la guerre, ne se sent défaillir ? Quel est l'homme qui ne sent pas le rouge de la honte envahir son visage au souvenir des abandons de la jeunesse d'autrefois ? Ah ! qu'on ne nous fasse pas grief d'associer la révolte de nos sentiments à la protestation de notre raison.

» D'abord, quels reproches nous a-t-on adressés ? D'avoir utilisé une formule dangereuse, non pas essentiellement par son contenu, mais par les interprétations que l'on en pouvait donner. Je rappelle, après Fronty, que cette formule a été lancée dans un congrès de la C.G.T., devant des militants avertis de ces problèmes et connaissant assez le mouvement postal pour se garder de recueillir cette idée qu'un de ses délégués pouvait être suspect de résignation ou de facilité s'agissant de servitude. (*Applaudissements.*)

» Et tous ont pu comprendre que c'était, dans une formule que nous avons désirée saisissante, la condamnation formelle, totale, irréductible de la guerre.

» Si nous avions dit : « Plutôt la paix que la guerre, plutôt un voyage jusqu'au bout du monde que la guerre », tout le monde l'eût si bien admis que cela n'aurait eu aucune signification. Mais lorsque nous associons les deux termes qui, dans notre esprit et dans nos cœurs, représentent tout ce que nous abhorrons le plus, nous donnons alors à notre formule toute sa signification.

» Voulez-vous reconnaître qu'en poussant ainsi jusqu'au bout l'expression de sa pensée on manifeste quelque courage ?

» Quelles sont donc les formules les plus vives du vocabulaire révolutionnaire que nous avons jusqu'à présent vu utiliser pour traduire l'opposition à la guerre ? Ce sont les formules de notre mouvement syndical d'avant-guerre, de la vieille C.G.T. : « Nous répondrons à la guerre par la grève générale et par l'insurrection ». Eh bien, ces formules, parce qu'incomplètes, sont trompeuses, et c'est peut-être la raison pour laquelle elles n'ont eu aucun succès le jour où le cataclysme s'est abattu sur nous.

» Lorsque nous affirmons que nous répondrons à la guerre par la grève générale ou par l'insurrection, est-ce que nous n'indiquons pas implicitement que nous ne résisterons pas à l'invasion étrangère ? que, par conséquent, nous nous préparerons de redoutables lendemains, en mettant les choses au pire, peut-être la servitude si notre action révolutionnaire n'a pas pour conséquence de créer le trouble dans les armées de l'ennemi ? (*Applaudissements.*)

» Précisément, le grand trouble des consciences ouvrières et des meilleurs militants en 1914 a pu naître de cette crainte : « Si nous proclamons la grève générale, nous serons les victimes du militarisme allemand », aussi les esprits égarés étaient-ils conquis par cette idée que la guerre est préférable à l'invasion qui peut préparer la servitude.

» Aussi, pour éviter les déceptions, lorsque nous lançons des mots d'ordre, qu'ils soient complets, et que nos camarades soient bien avertis des risques qu'ils encourrent s'ils les appliquent.

» Je suis d'accord avec nos camarades lorsqu'ils disent : « Devant les menaces de guerre, la classe ouvrière organisée dans ses syndicats utilisera tous les moyens en son pouvoir pour faire échec à cette aventure sanglante. Si c'est nécessaire, elle fera la grève générale. Si c'est possible, elle fera la révolution ». Mais je dis à nos camarades: « Alors, comprenons les conséquences possibles de ce geste; ce peut être l'invasion. »

» Vous croyez vraiment que c'est créer dans la classe ouvrière un état d'esprit dangereux que de lui faire comprendre les conséquences de ses attitudes ? Ne pensez-vous pas, au contraire, que nous ne conquerrons vraiment les hommes à nos idées et les associerons à notre action que s'ils comprennent exactement où nous les conduirons.

» Mais faut-il adopter, dans la lutte contre la guerre, une attitude qui, dans les conjonctures les plus défavorables, pourrait se traduire par l'invasion et la servitude momentanée ? Et faut-il, répondant à l'état d'esprit manifesté par un certain nombre de camarades, accepter la guerre lorsqu'elle nous paraît juste?

» Je demande aux militants de réfléchir. Est-ce qu'un gouvernement, un pays, une nation ont jamais fait de guerre qui ne fût pas juste ? Nos pères, en 1789, menacés de toutes parts, faisaient-ils une guerre juste ? Ils le croyaient. Mais un pur esprit révolutionnaire, la plus grande figure de la Révolution, Robespierre, leur disait: « Non, nos ennemis ne sont pas au delà des frontières, ils sont chez nous. Je vous en supplie, pour porter la révolution au delà de nos frontières, n'envoyez pas des missionnaires armés ! » (*Applaudissements.*)

» Et la guerre de 1914 était-elle une guerre juste ? C'était une guerre juste. Elle a pris un tel caractère que ceux qui l'ont faite, si nous n'avions pas été des plus avertis, pourraient la considérer comme la plus belle des guerres et la plus désirable des guerres.

» Pourquoi nous sommes-nous battus en 1914 ? L'auriez-vous oublié ou ne l'auriez-vous pas appris ? Nous nous sommes battus contre le militarisme allemand. Autrefois nous ne connaissions pas ces mots de dictature, de fascisme et d'hitlérisme, mais nous savions ce que c'était que le militarisme allemand et nous étions ardents à lutter contre lui. Il représentait pour nous le maximum de l'horreur.

» C'était contre le militarisme, c'était pour panser cette plaie vivante au sein de la France, l'amputation de l'Alsace et de la Lorraine, c'était pour sauver la civilisation en péril et assurer la liberté !

» Il nous serait facile de reprendre les écrits de l'époque et même telles paroles de militant syndicaliste qui disait : « Je m'en vais, après d'autres, pour porter la liberté au monde. » Et nous ne condamnons pas ces hommes, nous ne sommes pas ici pour condamner présentement des attitudes, nous enregistrons des faits.

» Incontestablement, camarades, nous avons fait la plus belle des guerres parce que, en plus de toutes les qualités qu'on lui attribuait, on nous avait dit : « C'est la dernière. » (*Applaudissements.*)

» Souvenez-vous ! Nos frères qui mouraient, de leur hoquet sanglant laissaient couler avec leur pauvre vie : « Maman !... C'est la Dernière ! »

» Alors, croyez-vous que jamais on pourra nous représenter une guerre aussi auréolée ? Hélas ! nous avons su qu'en 1917 et 1918 on nous avait trompés, que la guerre avait été construite sur le plus abominable des mensonges. Nous avons découvert depuis, que tous les gouvernements portaient une part de responsabilité dans la mise en marche du moulin sanglant de la guerre. Et, comme nous le disions hier au Conseil national de la Fédération postale, il a fallu, après la guerre, la grande faillite des anciens combattants pour qu'à l'annonce de la réalité ne réponde pas la révolution. (*Applaudissements.*)

» Croyez-vous, camarades, que la prochaine guerre se présenterait à vos esprits et à vos cœurs sous un jour moins séduisant et moins grandiose que celui sous lequel se présenta la guerre de 1914? Ne comprenez-vous pas qu'il sera indispensable qu'elle apparaisse à vos yeux avec cette tunique dorée, sans quoi le peuple ne la ferait pas ? Toute l'activité de ceux qui ne renoncent pas à la guerre consistera à vous nourrir des concepts qui ont déjà trompés les hommes maintes fois.

» On entreprendra, par exemple, la grande croisade des démocraties contre les dictatures. On introduira peu à peu dans les esprits cette idée qu'au delà du Rhin, qu'au delà des Alpes, les gouvernements sont tellement dangereux que si vous n'y prenez garde ils vous asserviront. Une fois encore on parlera de guerre de la liberté, de guerre au service de la civilisation et de l'humanité.

» Eh bien! ce que nous vous demandons, c'est de ne pas oublier les enseignements de l'Histoire et de dire: « Nous avons déjà été trompés plusieurs fois et c'est trop, une fois encore ce serait lâcheté payée de notre mort. Quelles que soient les conséquences de notre résolution, nous ne marcherons pas. » (*Applaudissements.*)

» Il y a dans les masses ouvrières une telle pureté, une telle naïveté et de telles réserves d'enthousiasme que lorsqu'on leur présente la liberté en péril, elles sont prêtes à fournir des millions d'hommes pour la défendre, même par la guerre. Il n'y a rien de plus redoutable que cette préparation, au nom d'un noble idéal, d'une croisade de la démocratie contre le fascisme et la dictature. Les travailleurs, avec joie et fierté, sont en effet toujours prêts à donner leur vie pour assurer le triomphe de la liberté et à une guerre pour la liberté ils sont toujours disposés à donner leur consentement.

» Comme si de la guerre pouvait sortir la liberté !

» Nos camarades, ceux qui ont oublié et ceux qui ne savent pas, s'imaginent peut-être que la guerre internationale, que la guerre entre les peuples c'est comme la guerre civile. Ils croient peut-être à la même exaltation, celle qui emporte la foule dans la rue. Leur erreur passionnée présente à leurs yeux la barricade prestigieuse sur laquelle moururent si bravement nos pères. Ils envient la belle mort de Baudin ! Mais la guerre, ce n'est pas cela, camarades !

» Dans la guerre, il n'y a pas d'enthousiasme, il n'y a que l'exaltation du départ. La guerre véritable, la guerre vécue, qui ne nous permet même pas d'imaginer ce que serait une prochaine guerre, c'est l'abri profond avec sa pourriture et sa vermine, où la torpille effroyable emmure les soldats au repos !

» La guerre, c'est la tranchée et sa boue sanglante !

» La guerre, c'est le trou d'un renard qui résiste parce qu'il est étayé des corps des soldats tués !

» La guerre, c'est le glacis désert où dans d'indicibles souffrances agonisent horriblement les hommes !

» La guerre, c'est les corps de nos frères pourrissant sur les barbelés !

» Non ! ce n'est pas l'exaltation, ce n'est pas la croyance à la liberté et la mort librement consentie pour Elle. C'est seulement la mort lente, sûre, inexorable de l'esprit, c'est l'abêtissement en attendant la mort, non moins sûre, non moins inexorable des corps.

» Mais si elle est cela pour les soldats et si on peut comprendre leur morne découragement, on peut se demander pourquoi ils restent sur les fronts de combat et rechercher les raisons de leur révolte muette, de leur résignation ?

» Nous allons le demander à Trotzky, organisateur de l'armée rouge, et il vous dira pourquoi les soldats préfèrent avancer que reculer : « On ne peut, a-t-il écrit, mener à la mort des masses d'hommes si le commandement ne dispose pas dans son arsenal de la peine de mort. Tant que les méchants singes sans queue qui s'appellent des hommes et qui sont fiers de leur technique formeront des armées et batailleront, le commandement placera les soldats dans l'éventualité d'une mort possible, en avant ou d'une mort certaine, en arrière. »

» Pourtant les soldats, quels que soient les grands principes qu'on leur rappelle chaque jour et à chaque instant, quel que soit le dopage auquel on les soumet, les soldats parfois trop atrocement meurtris, cessent de regarder vers le front et prennent leur départ vers Paris. Et je demande à ceux qui soutiennent qu'on doit assurer la liberté et sauver la République par la guerre, s'ils seraient disposés à condamner ceux qui retournent ainsi leurs armes et reviennent dans leur pays ?

» Mais on peut comprendre la défaillance des soldats et se dire : « Puisque ces hommes ne peuvent pas se hausser au-dessus de leurs souffrances, notre devoir à nous et celui des chefs militaires et des hommes d'Etat est de le faire pour eux. »

» Et c'est ce qui a été fait au cours de la dernière guerre ! Nous avons vu nos « Grands Hommes » soutenir sans défaillance les grands principes !

» Mais je vous ferai lecture d'une déclaration de Raymond Poincaré pour que vous compreniez quels sont les instincts que peuvent nourrir certains chefs de notre démocratie. C'était au moment où on allait enfin signer l'armistice et déposer les armes. Voici ce qu'écrivait Poincaré, le 6 novembre 1918, au colonel Herbillon : « Vous voyez, colonel, ils vont demander l'armistice, et notre offensive n'aura pas le temps d'être lancée. QUEL DOMMAGE ! » Quel dommage, en effet, d'arrêter le massacre !

» Hélas ! il n'en sera pas autrement dans la guerre prochaine puisque, malheureusement, on peut craindre que nous n'ayons pas encore fait la dernière.

» Etes-vous toujours disposés à croire à la guerre juste ? Oui, a dit un camarade, parce qu'il y a la guerre d'Ethiopie. La guerre d'Ethiopie, a dit notre camarade, était une guerre juste. Il est peut-être trop tôt pour juger; la guerre d'Ethiopie était incontestablement une guerre juste pour les Ethiopiens, mais elle était aussi une guerre juste, la guerre du « droit vital » pour le peuple italien. Par contre, nous ne savons pas si, au regard des rois ou roitelets qui régentaient l'Ethiopie, la guerre était plus juste qu'elle ne l'est au regard du tyran qui domine l'Italie.

» Mais admettons que pour l'Ethiopie cette guerre soit une guerre juste. Alors, camarades, cette guerre, qu'au nom de son caractère, selon vous, il convenait de poursuivre, cette guerre, quelles en ont été les conséquences ? La mort de milliers d'Italiens, la mort de milliers d'Ethiopiens, et, pour les Ethiopiens, la servitude, s'il y a carence des démocraties européennes.

» Camarades, si les Ethiopiens s'étaient refusés à la guerre et l'avaient hautement déclaré aux peuples, les auriez-vous condamnés, auriez-vous considéré qu'ils ne méritaient ni votre sympathie, ni votre respect, ni votre concours ? Est-ce que vous estimez que l'« honneur national » leur commandait de résister par les armes ? S'ils avaient condamné le recours à la force armée, n'auriez-vous pas pensé et dit : « Le peuple éthiopien est un grand peuple, il se refuse à la guerre, il renonce à la lutte contre les mercenaires italiens, il fait appel à la conscience du monde et il a droit à notre solidarité totale » ?

» Nous nourrissons cette pensée que si le peuple éthiopien avait lancé cet appel suprême, cet appel aurait trouvé un écho plus profond que celui produit par l'acceptation du combat armé. Vous me direz si ceci n'a pas non plus frappé vos esprits : quand on a vu l'Ethiopie accepter la bataille, aussitôt on a entretenu cet espoir que, par les armes, elle détruirait suffisamment de soldats italiens pour sauver son indépendance. Parce qu'on a été pénétré par cet espoir, soigneusement entretenu dans certains milieux, au lieu de faire une pression toujours plus vive pour un secours plus assuré à ce malheureux peuple, on a compté sur sa force. Alors l'idée de force s'est peu à peu substituée à l'idée de justice. Chaque fois qu'il en est ainsi, la catastrophe est inévitable.

» Non ! il n'y a pas de guerre juste et il n'y a pas de guerre défensive, ou plutôt, comme pour les guerres justes, toutes les guerres sont défensives. Un camarade l'a rappelé ici, la guerre de 1914 à 1918 a été, pour tous les peuples, une guerre défensive, pour le peuple français comme pour le peuple allemand.

» A l'occasion des pourparlers qui ont précédé la signature du traité de Versailles, nous avons pu enregistrer cette protestation de la délégation allemande : « Le peuple allemand n'a pas voulu la guerre et n'aurait jamais entrepris une guerre d'agression, il est toujours resté convaincu que cette guerre était pour lui une guerre défensive. » Cela nous paraît évident, certain. Si la guerre n'avait pas pris ce caractère, elle n'aurait pas pu avoir lieu.

Il faut donc, à notre sentiment, se garder de laisser établir entre les guerres des différenciations. Et il faut les condamner toutes, comme les condamnent les soldats qui les vivent. Ils les condamnent de façon si formelle que Scheidemann, social-démocrate allemand, avant la signature du traité d'armistice, marquant l'état de désarroi des ouvriers et des soldats allemands, signifiant leur désir de mettre fin à la guerre, disait : « Les ouvriers en arrivent de plus en plus à dire : Mieux vaut la fin avec l'épouvante que l'épouvante sans la fin. »

» Si nous méconnaissons ces vérités, nous ne parviendrons pas à créer un état d'esprit de paix. Et tout ce que vous pourrez faire et tout ce que vous pourrez dire s'agissant des constructions juridiques de la paix s'effondrera à la première alerte.

» Mais, à partir du jour où les peuples, en raison de l'état d'esprit qui aura conquis tous les citoyens, manifesteront leur intention de ne jamais accorder à la guerre même un minimum de consentement, ce jour-là, les diplomates trouveront les solutions aux conflits internationaux. Par contre, chaque fois que les chancelleries auront ce sentiment qu'on peut vous entraîner à la guerre, nous ne leur ferons pas cette injure de penser qu'elles recherchent volontiers la guerre, mais nous nous permettrons de penser et de croire qu'elles ne feront pas tout ce qu'il faut faire pour l'éviter. (*Applaudissements.*)

» Nous croyons que c'est sur ce plan, sur le plan humain, qu'il faut d'abord et avant tout se placer pour traiter du problème de la Paix. Enfin, lorsque nous serons tous convaincus de cette réalité que la guerre entraînera l'extermination totale des peuples en lutte, alors, j'en ai la conviction, nous serons unanimes à penser que rien n'est assez précieux pour être payé de l'anéantissement de l'Europe et de l'effondrement de l'humanité.

» La guerre moderne, chacun aujourd'hui le sait, ne tuera pas seulement les hommes, les femmes, les vieillards et les enfants, elle tuera la terre elle-même. La guerre chimique, dès aujourd'hui possible, dès maintenant préparée, détruit le sol lui-même. Lorsqu'on lit les instructions données par la Préfecture de Police de Paris quant aux mesures à prendre en cas de bombardements aériens avec utilisation des gaz, on trouve cette chose fantastique, cette recommandation d'avoir « à labourer la terre pour essayer de l'assainir, son contact étant mortel pour les êtres vivants. »

» Cela n'est pas le produit de notre imagination ou de nos sentiments. Nous avons donc le droit, le devoir d'interroger les camarades. Qu'est-ce qui pourrait nous faire accepter de telles éventualités ? La liberté ? la justice ? Mais la guerre assure-t-elle la justice ? Assure-t-elle le triomphe des révolutions ?

» Les guerres justes et libératrices de la grande Révolution, qu'ont-elles amené ? Elles ont amené la destruction de la Révolution et la dictature de Napoléon.

» La guerre de 1914 a-t-elle assuré la justice et a-t-elle sauvé la liberté ? La guerre de 1914 a multiplié les dictatures en Europe, a grandi considérablement l'injustice, multiplié les raisons de guerres justes. A-t-elle assuré la Révolution ? Il y a eu une révolution en Allemagne. Nous savons ce qu'il en est advenu.

» Il y a eu la révolution soviétique, née de la décomposition quasi totale de l'aristocratie et de la bourgeoisie russes. Eh bien ! cette révolution ne devrait-elle être que la conséquence de la guerre, devrais-je encourir encore une condamnation capitale, je déclare qu'elle aurait pu être faite sans la destruction de 12 millions d'hommes (*Applaudissements*). Une révolution qui est payée de 12 millions de morts et de 25 millions de mutilés est une révolution trop cher payée. (*Applaudissements.*)

» Est-ce à dire que pour faire la révolution, s'il n'est pas d'autres moyens d'y parvenir, il ne faudra pas se résoudre à la violence ? Guerre internationale ? Non, jamais ! le sort des peuples ne peut pas être joué sur un si sanglant coup de dés ! Guerre civile ? Peut-être ! Nous ne sommes pas des partisans de la violence, nous réprouvons la violence, mieux, nous la redoutons. C'est dans nos rangs qu'elle fait les victimes et les martyrs, mais si on nous oppose la violence et si on nous y contraint, eh bien ! oui, à la violence nous répondrons par la violence.

» Mais je demande à nos camarades de considérer d'une part qu'une guerre civile n'est pas l'extermination d'un monde et, d'autre part, qu'en elle on sait pourquoi on se bat. Lorsqu'on sacrifie 10.000 hommes pour assurer le succès de la révolution, c'est un sacrifice que l'on peut regretter, mais c'est un sacrifice utile. (*Applaudissements.*)...

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Après la réponse de Jouhaux

Ce n'est pas le Conseil général de la Fédération Syndicale Internationale qui s'est réuni les 7 et 8 décembre à Paris : c'est le bureau. La réunion a été consacrée à l'examen du conflit de l'U.G.T. espagnole. Des représentants des deux tendances étaient venus à Paris pour la circonstance. Il a été décidé qu'une délégation de l'Internationale présidée par Citrine — il n'a pas été évincé, cette fois-ci — se rendrait en Espagne pour tenter une médiation.

Officiellement, le bureau de la F.S.I. ne s'est pas occupé de l'adhésion de la Centrale Syndicale russe. On a cependant peine à croire que la question n'ait pas été abordée. Les procès-verbaux des entretiens de Moscou et les accords signés n'ont pas été publiés sous le prétexte qu'ils devaient d'abord être soumis aux organismes responsables. A tout le moins, ils ont dû être communiqués aux membres du bureau de la F.S.I.

C'est tout ce que l'on peut conjecturer. C'est peu. Après cela, on peut venir nous dire qu'il est facile de se renseigner!

Il en est maintenant de nos affaires syndicales internationales comme de la traditionnelle diplomatie bourgeoise. Seuls, quelques initiés sont au courant de ce qui se passe dans les hautes sphères. Les militants et les adhérents n'ont droit qu'aux quelques communiqués plus ou moins sibyllins que les grands personnages daignent rédiger pour l'usage externe. Cette pratique n'a rien de commun avec la démocratie syndicale la plus élémentaire. Elle justifie toutes les inquiétudes. Que cache-t-on? Il a fallu qu'un extrait de cette rubrique soit reproduit par la grande presse pour qu'on veuille bien nous faire savoir qu'une des conditions posées par les Russes était de disposer d'un poste au bureau de la F.S.I. Une telle façon de faire l'unité nous inquiète au même titre que la diplomatie secrète, parce que nous ne savons pas où elle nous mène. Le meilleur moyen de dissiper cette inquiétude, d'empêcher les prétendues « erreurs grossières » dont on se plaint sans les démontrer, de prévenir ce qu'on appelle des interprétations « un peu fantaisistes » — c'était de publier les accords de Moscou.

En attendant cette publication — si elle vient — notons un second élément d'appréciation qui nous est fourni par la réponse irritée que nous avons pu lire en tête du quotidien confédéral officiel, sans, bien entendu, nous arrêter à l'accusation classique d'alimenter la « presse pro-fasciste ». Il y a beau temps que j'ai là-dessus mon opinion faite : au moins depuis 1929 où le secrétaire de la C.G.T.U. m'accusait d'être un agent de Coty parce que ledit Coty avait reproduit dans son journal à deux sous quelques passages de mon intervention au Congrès. La liberté d'opinion a pour corollaire, il me semble du moins, la liberté de la presse. N'importe quel journal est parfaitement libre de reproduire ce que publie la R. P. Je n'y vois, pour ma part, nul inconvénient. Cela peut même présenter des avantages puisque c'est à la reproduction susmentionnée que nous devons l'affirmation que Léon Jouhaux ne désire pas devenir président de la Fédération Syndicale Internationale et, « qu'à moins de décision contraire d'un congrès confédéral », il entend « rester à la tête de la C.G.T. indépendante pour parfaire l'œuvre de réformes sociales commencée ».

Parfait! Dirai-je que cela doit être favorablement accueilli? Mais oui! Je le dirai sans crainte des remarques ironiques ni des critiques malveillantes. C'est peut-être aussi un signe des temps, je n'y peux vraiment rien : l'affirmation de Jouhaux qu'il entend demeurer secrétaire général de la C.G.T. représente, en cette fin 1937, pour certains syndicalistes révolutionnaires, une garantie importante, la garantie que la manœuvre stalinienne envisagée est d'ores et déjà condamnée à l'échec. Jouhaux voudra bien croire que je n'ai pas pensé à des intrigues ou à des manœuvres de sa part. Ces mesquineries étaient loin de mon esprit. Je pensais aux habiletés russes et je me souvenais notamment de ce précepte fameux que, pour se débarrasser de quelqu'un qui gêne, il suffit de lui donner de l'avancement, un bel avancement. Se rappelle-t-on comment, après le Congrès de Magic-City, en 1931 — où il nous avait cependant pulvérisés! — Monmousseau fut élégamment débarqué du secrétariat général de la C.G.T.U. par sa promotion au choix comme secrétaire de l'Internationale Syndicale Rouge pour les pays latins? Ce Tourangeau orgueilleux n'a d'ailleurs pas compris. Il serait difficile à Léon Jouhaux de se dérober si un ensemble de manœuvres savantes aboutissaient un jour de la même façon à lui proposer la présidence de l'Internationale. Maintenant qu'il a officiellement dit non, on ne peut retenir l'hypothèse. Elle devient impossible. Ce n'est pas demain que Racamond deviendra « général ».

Certes, ce sont là des questions secondaires. Il ne faut cependant pas en réduire trop l'importance. Nous savons très bien, trop bien même, comment les Russes agissent dans les « questions organisatoires » pour assurer finalement la prédominance de leur politique. J'étais allé au Congrès de Toulouse, en mars 1936, avec quelques-uns des procès-verbaux des dernières séances de la Commission exécutive de la C.G.T.U. avant l'unité. Si ces lignes leur tombent sous les yeux, les intéressés sauront de quoi il retourne. Mais il leur serait difficile d'affirmer devant moi sans rire qu'ils n'ont eu, en faisant l'unité, que des intentions très pures. On l'a bien vu par toutes les manœuvres de colonisation auxquelles nous avons assisté depuis Toulouse. Le plan en avait été longuement et soigneusement mûri à l'avance. Dans la mesure où nous sommes parvenus à faire échouer une partie de ce plan — et pas la moins grosse — nous avons le droit de nous réjouir.

La marche à la guerre

Cela dit, il faut remarquer que la réponse de Jouhaux passe sous silence les deux autres raisons que j'avais données. L'une de ces deux raisons consiste à se demander si les Russes ne désirent pas l'unité syndicale internationale seulement pour obtenir une concordance parfaite de la politique extérieure de la F.S.I. avec celle de leur gouvernement. Leur désir d'être représentés au bureau de la F.S.I. semble le démontrer.

Pourquoi se taire là-dessus? Est-ce parce qu'il est difficile de nier l'accord qui existe déjà entre la politique extérieure de Staline et la position prise au nom de la C.G.T. dans les questions internationales?

Aucune réponse n'a jamais été faite à la déclaration de Vivès, des instituteurs, que nous avons reproduite il y a un mois, disant que si le rédacteur de politique internationale du Peuple *avait été en même temps ministre des Affaires étrangères, il y aurait beaucoup de chances pour que nous ayons déjà la guerre.*

Dès le lendemain du Congrès de Toulouse, après la réoccupation militaire de la Rhénanie, j'ai écrit ici même que nous refusions d'entrer dans l'unanimité qui se faisait à la direction de la C.G.T. pour une politique internationale risquant de nous conduire, sous couleur d'antifascisme, au renouvellement de 1914. *Aujourd'hui encore, alors que le budget de la guerre est voté par l'unanimité de la Chambre — fait que l'*Humanité *a caché à ses lecteurs — et que la grande presse déduit de cette unanimité que les organisations ouvrières ne s'opposeront pas à la suppression des 40 heures dans les usines travaillant pour la défense nationale, il me paraît extrêmement dangereux, voire criminel, de s'embrigader, dans l'union sacrée retrouvée, derrière une politique basée sur la force et qui ne peut être couronnée que par la guerre.*

C'est pourtant ce que fait la C.G.T., sans que certains de ses militants en aient la perception nette. La F.S.I. n'a pas, quant à elle, une politique tellement différente. Nous pourrions dire, après ces deux constatations de fait, qu'il n'est plus de différence avec 1914. *Mais c'est qu'il y a tout de même quelque chose de changé! Ce qui a changé, c'est que la fraction soi-disant révolutionnaire du mouvement ouvrier, politique et syndical, marche, avec l'U.R.S.S., derrière le jusqu'auboutisme nouvelle manière et qu'elle y apporte une frénésie telle que la plus petite réserve faite dans une assemblée syndicale vous expose dès aujourd'hui à être considéré comme un « agent de l'ennemi ». Ce qu'on peut entendre à ce propos dans les ateliers et dans les couloirs de la Bourse du Travail est extravagant! Si la guerre éclatait demain avec l'Allemagne, les staliniens conduiraient les opposants au polygone de Vincennes!*

Nous allons vers un nouveau carnage. Les jeunes soldats seront bientôt les nouveau-nés de l'après-guerre. D'ici quelque dix ans, le souvenir des années sanglantes, déjà bien estompé, ne se retrouvera plus que dans les manuels d'école. Les divers pays auront repris assez de forces pour resonger à se battre. Les accents de l'antifascisme rythment cette marche à la nouvelle guerre sous le drapeau de « la politique des deux blocs »; la classe ouvrière y est par avance associée. Nous sommes d'ailleurs travaillés intensément par les révolutionnaires émigrés d'Allemagne ou d'Italie. Je me rappelle quelques mots d'un proscrit italien qui me demandait, à Nice, il y a quelques mois, ce qu'on pensait de la situation à Paris. Comme je lui répondais que l'on pensait généralement que nous allions à la guerre, il me répliqua : « Pas de danger! Vous êtes, révolutionnaires français, bien trop lâches pour faire la guerre! » Ce propos montre où en est la mystique des « guerres de libération ».

Je n'ai rien répondu. J'aurais pu dire que, si les révolutionnaires allemands et italiens n'avaient pas été capables d'empêcher l'avènement de Hitler et de Mussolini, il était vain d'espérer abattre ceux-ci de l'extérieur avec l'aide des révolutionnaires français et de l'armée bourgeoise. Cela n'aurait peut-être pas été compris. A plus forte raison, cette idée que rien n'est plus redoutable que la guerre pour la classe ouvrière et pour l'humanité tout entière. Et cette autre idée que la guerre pourrait être empêchée par un effort constant de la classe ouvrière française, dans le sens du rapprochement franco-allemand et de la réalisation des Etats-Unis d'Europe.

En dehors d'un tel effort, je ne vois qu'aventures. L'unité syndicale internationale va-t-elle nous y entraîner définitivement?

Les syndicats russes sont-ils de vrais syndicats ?

Léon Jouhaux ne dit rien non plus de l'autre raison essentielle qui, en d'autres temps, n'eût pas manqué d'être invoquée par ceux-là mêmes qui la négligent aujourd'hui. Avant d'admettre la C.G.T. russe dans l'Internationale Syndicale, ne conviendrait-il pas de se demander si elle est une vraie Centrale syndicale et si les syndicats russes sont de vrais syndicats? Imaginez un peu ce qui se passerait si le Front du travail allemand ou les syndicats fascistes demandaient leur adhésion à la Fédération Syndicale Internationale!

L'analogie peut surprendre. Elle va même faire crier ceux qui croient encore sincèrement que l'U.R.S.S. de Staline est le pays de la Révolution. Nous sommes nombreux à connaître le trouble qu'on éprouve lorsqu'on est amené à faire, souvent malgré soi, de pareils rapprochements. Nous sommes passés par là... Mais il serait bon que tous ceux que cette analogie indigne lisent l'étude d'Yvon sur les syndicats russes que nous avons publiée en mai dernier. Ils y trouveraient, extraits du memento imprimé sur le carnet de chaque syndiqué russe, des affirmations qui montrent que les syndicats, là-bas, sont absolument différents des nôtres, qu'il ne sont pas des organismes de protection ouvrière toujours nécessaires tant que subsistera l'Etat, fût-il communiste, mais, au contraire, des instruments de cet Etat, qui, pour son compte, disciplinent les ouvriers, leur imposent une doctrine politique, les chassent des lieux du travail lorsque les normes de production ne sont pas respectées.

Est-ce assez dit pour faire comprendre qu'une Internationale Syndicale digne de ce nom ne peut admettre les syndicats russes que sous bénéfice d'inventaire?

M. CHAMBELLAND.

Une défense de la vieille U.G.T.

Nous donnons ci-dessous le texte complet d'un manifeste publié par la C. E. de l'U.G.T.; le « Peuple » et le « Populaire » n'ont pas voulu faire connaître à leurs lecteurs les procédés employés contre les partisans de Largo Caballero, militant socialiste et syndicaliste connu de tout le mouvement ouvrier. Au moment où l'Internationale Syndicale vient de s'occuper du conflit de l'U.G.T., notre devoir est de démasquer ces méthodes en donnant ainsi un avertissement à ceux qui, comme Jouhaux, se laissent de plus en plus enrober par les agents de Staline.

Comme nous l'avions prévu, ceux qui parlent toujours d'unité et de discipline, et parfois du symbole U.H.P. (Unissez-vous, frères prolétaires) ont consacré la scission de l'U.G.T.

Ceux qui ont commis ce crime sont les mêmes que ceux qui avaient divisé le parti socialiste, constitué la Confédération Générale du Travail Unitaire et avaient ensuite organisé une fédération des Agriculteurs en face de la fédération des Travailleurs de la Terre. Mais le plus triste est qu'ils ont été aidés dans cette œuvre par des éléments qui s'appelaient socialistes, mais qui continuent à conserver de la haine contre certaines personnes en raison des divergences et des polémiques surgies à la suite de la révolution d'Octobre. Ils portent la responsabilité historique que le fait de la scission entraîne.

Mais le plus grave est qu'ainsi se trouve ouverte la voie à toute dissidence et à toute indiscipline. En se basant sur ces antécédents, dans n'importe quelle fédération un groupe d'individus peut en faire autant. Avec quelle force morale pourrait-on empêcher que ceci se produise? Et si cela se produit quelles seront les conséquences pour le prolétariat espagnol?

Comme nous l'avons dit ceux qui ont consacré le fait de diviser l'U.G.T. en seront responsables devant l'histoire et devant la classe ouvrière.

La Commission Exécutive estime de son devoir de vous informer, ne fût-ce que brièvement, de ce qui s'est produit.

La soi-disant oppression contre les communistes au sein de l'U.G.T.

Déja lorsque le parti communiste préparait la crise ministérielle qui s'est produite en Mai, ce parti prétendit que pour le représenter il devait disposer de quelques postes dans la Commission Exécutive de notre organisme national, en se basant sur l'importance qu'avait, d'après sa thèse, ce parti et du nombre considérable — toujours d'après cette thèse — de communistes adhérents à l'Union Générale.

La Commission Exécutive refusa d'accepter cette proposition; elle considérait que les postes des organismes directeurs ne pouvaient être repartis d'après les tendances politiques des adhérents à l'organisation; ils devaient être désignés par la majorité en parfaite et entière liberté et en faisant reposer cette élection sur la confiance à donner à ceux qui auraient à remplir ces fonctions. C'est là une doctrine qui a été maintenue dans notre organisme durant toute son existence. Pourtant les communistes qui ont peu à peu envahi toutes les institutions et organes de l'Etat estimaient qu'ils devaient envahir et dominer aussi l'U.G.T.

Cette prétention ayant été repoussée, une campagne intense commença dans la presse communiste; plus tard les communistes provoquèrent la crise de Mai; se basant sur une déclaration de la Commission Exécutive faite au moment où elle fut sollicitée de participer au gouvernement, quelques camarades demandèrent une réunion extraordinaire du Comité National. Nous devons faire constater que les déclarations du secrétaire adjoint avaient pour base le manque de clarté dans lequel se déroula cette crise.

Démission du Comité National.

Cependant le Comité National se réunit; nous devons déclarer que l'immense majorité des fédérations qui assistèrent aux séances dudit Comité n'étaient pas en règle avec les Statuts; certaines d'entre elles n'avaient pas payé une seule cotisation depuis le premier trimestre de 1933.

Toutefois, conformément à l'usage, aucune difficulté ne leur fut faite; on avait confiance dans la bonne foi de tous.

Le Comité National se réunit; divers accords furent adoptés; en fin de compte la Commission Exécutive présenta sa démission qui ne fut pas acceptée; elle considéra qu'elle devait continuer ses fonctions pour éviter de plus grands bouleversements et retira sa démission.

Campagne d'injures.

A partir de ce moment commença une campagne d'injures et de calomnie venant particulièrement des communistes, aidés de quelques socialistes, se dressant contre le Secrétaire général de notre centrale syndicale. Sans aucun doute, ils durent comprendre que cette campagne de caractère personnel ne leur donnerait pas de résultats; par la suite ils changèrent de tactique, la campagne fut orientée alors contre la Commission Exécutive de l'U.G.T.; elle avait pour but de s'acharner contre la personne exerçant la fonction de Secrétaire et qui avait été élue dans un Congrès; mais ni son nom, ni ses titres n'étaient prononcés, craignant le mauvais effet que pareil procédé pourrait occasionner; pour cette raison d'une façon générale l'attaque était dirigée contre la Commission Exécutive.

Ils commencèrent par assurer que les accords adoptés par le Comité National n'étaient pas exécutés. A ceci nous devons répondre que cette assertion est complètement fausse. La Commission Exécutive a appliqué tous les accords adoptés. Si le compte rendu des séances dudit Comité National ne fut pas publié, en voici les raisons expliquées déjà aux Fédérations par la circulaire datée du 3 septembre : il y a d'abord le retard imputable aux sténographes qui tardèrent à remettre leur texte. Ensuite le manque de papier qui nous obligea à en demander à la Direction de l'Industrie Papetière; jusqu'à présent nous ne savons pas si cette demande finit par être accueillie. En outre, la même circulaire expliquait que le compte rendu se préparait en attendant l'arrivée du papier nécessaire à l'impression; après l'achèvement de celle-ci, il serait réparti; le Comité National ordinaire serait alors convoqué, chose qui n'avait pas pu être effectuée depuis très longtemps.

Malgré ceci la campagne continua en affirmant que notre Commission Exécutive ne représentait personne, que nous étions des traîtres et autres phrases du même genre.

L'appui de l'U.G.T. accordé au Gouvernement.

Parmi les diverses affirmations lancées pour tromper les travailleurs, il y a celle d'après laquelle l'Union Générale ne soutiendrait pas le gouvernement. Ceux qui disent cela savent que l'affirmation est fausse : en effet nos fédérations travaillent avec enthousiasme pour aider le gouvernement dans les domaines essentiels de la guerre comme les transports, les munitions, ainsi que pour d'autres problèmes. Par contre, nous pouvons affirmer que le gouvernement ne s'est pas adressé une seule fois à l'Union Générale pour

lui demander une collaboration quelconque relative à des sujets réservés exclusivement au gouvernement et dans lesquels nous n'avions pu intervenir; en outre, là où des camarades avaient été nommés par l'Union Générale pour aider à la guerre, ils ont été congédiés et persécutés. C'est l'Union Générale qui a mobilisé les Internationales syndicale et socialiste pendant tout le temps de la guerre; c'est elle qui s'est rendue à toutes les réunions pour défendre l'Espagne, le gouvernement et tout ce qui aurait pu être une aide pour triompher dans la guerre.

Réunion des Internationales à Paris.

Dernièrement, au cours de la réunion des Internationales à Paris, réunion convoquée sur l'initiative de notre Commission Exécutive, nous ne fîmes que soutenir les demandes présentées par le gouvernement à la Société des Nations. Nous devons faire constater que le travail accompli par l'Union Générale au cours de ces assises internationales n'a été publié que dans très peu de journaux; ni les socialistes, ni les communistes, ni les organes s'intitulant républicains, en réalité dominés par les deux premiers groupes, ne prononcèrent une seule parole sur cette activité; la Commission Exécutive fut, elle, obligée de faire une publication spéciale relatant ce qui s'était produit à ladite réunion à Paris.

La sincérité de la Commission Exécutive.

Il est vrai que notre Commission Exécutive n'a pas agi avec la même hypocrisie que certains éléments annonçant toujours publiquement dans leur presse et dans leurs meetings leur aide au gouvernement, quitte par la suite dans leur activité à être les premiers à rendre difficile l'œuvre gouvernementale. Nous autres, nous n'agissons pas ainsi. Nous n'aimons pas recourir à de pareils procédés, depuis notre déclaration devant le Comité National personne ne peut signaler un seul fait confirmant l'accusation lancée contre la Commission Exécutive. Parmi les divers points que nous avons lus dans les accusations élevées, il y a l'affirmation de l'absence de l'Union Générale lors du discours prononcé par le Président de la République à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement. Nous affirmons catégoriquement que l'Union Générale n'avait pas été invitée : si cette invitation avait été formulée nous aurions été présents. Mais pareille accusation nous paraît puérile parce qu'alors nous pourrions faire observer que lors de la commémoration de la proclamation de la République au cours d'une réception faite par le Président et le Chef de l'Etat, aucun des ministres communistes ne se montra; par contre, ceux de la Confédération Nationale du Travail étaient présents; mais il serait malhonnête de tirer des conclusions malveillantes de l'absence des communistes à ce moment.

Le pacte avec la C.N.T.

Un autre prétexte adopté pour mener la campagne dressée contre la Commission Exécutive a été le pacte conclu avec la C.N.T. Il est bon de rappeler quelques notions préliminaires au sujet de ce point particulier.

Tout d'abord nos statuts dans leur article 1er paragraphe 8 disent : « Unifier l'action du prolétariat dans le but de créer les forces de l'émancipation intégrale de la classe ouvrière en les préparant pour que, conformément au principe suivant lequel les instruments du travail doivent appartenir de droit aux travailleurs, elles puissent se charger de la direction de la production, du transport, de la répartition et des échanges des richesses sociales. »

Ainsi, l'Union Générale avait pour devoir d'accomplir ce qu'indique cet article.

En outre, depuis très longtemps déjà une autre Commission Exécutive avait conclu un autre pacte avec la Confédération pour une action commune; personne ne la désapprouva. Plus tard, à la date du 26 novembre 1936 un manifeste fut publié promettant de maintenir des rapports de cordialité entre l'U.G.T. et la C.N.T. et qui était signé par : pour la C.E. de l'U.G.T. d'Espagne : José Diaz Alor, vice-président; Pasqual Tomas, vice-secrétaire; Feline Pretel, trésorier et Carlos Hernandez, Manuel Lois, Mariano Munoz, Amaro del Rosal et Ricardo Zabalza, membres. Pour le Comité National de la C.N.T. : Mariano R. Vazquez, secrétaire; Macario Royo, de l'Aragon; Claro J. Sendez, du Levant; Manuel Saez, de Catalogne, Manuel Arnil, du Centre, et Avelino Entrialgo des Asturies.

Ratification du pacte avec la C.N.T.

Mais tout ceci n'était pas suffisant et le Comité National tenu au mois de mai décida d'approuver ce qui avait été fait par la C.E. et de recommander de continuer à entretenir les meilleures relations avec la Confédération. Plus tard nous avons vu dans le manifeste des dissidents la décision d'inviter la centrale syndicale sœur à établir des rapports avec eux; aussi, nous sommes étonnés par les critiques faites à ce sujet contre la C.E.

Les expulsions des Fédérations indisciplinées.

Plus tard on insista de nouveau pour demander une réunion du Comité National; il apparaissait clairement après tout ce qui s'était produit qu'il y avait là une intention de provoquer une situation difficile afin que la C.E. démissionne à nouveau ou qu'il se produise un vote qui lui serait hostile; ainsi elle serait renversée et il deviendrait possible de s'emparer de la direction de l'U.G.T. A ce moment, étant donné que les signataires de la demande avaient d'abord mené une campagne discréditant notre C.E. dans la presse, nous considérâmes que nous n'étions pas obligés de nous soumettre à des résolutions que pourraient adopter, comme ce fut le cas lors du Comité National précédent, des camarades affirmant représenter des Fédérations qui ne remplissaient pas leurs devoirs statutaires. Pour cette raison, nous n'acceptâmes pas la pétition du Comité National; nous radiâmes pour retard de cotisations les Fédérations qui par des procédés menaçants et irrespectueux prétendaient se lancer à l'assaut de la C.E. Immédiatement, considérant que les sections de ces Fédérations n'étaient pas responsables de ce qu'étaient en train de réaliser ceux qui prétendaient les représenter, sans avoir réuni leurs mandants, nous nous sommes adressés à ces sections, en leur communiquant qu'elles pourraient adhérer directement à l'U.G.T.; il n'entrait pas dans nos intentions, comme certains l'ont dit, de former des Fédérations nouvelles. Non. Mais nous voulions que l'Union Générale se maintienne dans son intégrité et qu'en tout cas, en soient séparés les éléments qui, s'arrogeant le droit de représenter ceux qui ne les avaient pas mandatés, faisaient le jeu des ennemis de l'U.G.T. En agissant ainsi, nous ne faisions que nous conformer à l'art. 9 des statuts.

Il a été dit que certaines Fédérations avant d'être radiées étaient venues payer leurs cotisations. Aucune ne l'a fait. Il est vrai qu'après avoir été radiées trois ou quatre Fédérations étaient venues payer; mais comme tout le monde le sait, quand quelqu'un est radié d'une organisation, il doit demander à nouveau son admission.

La campagne scissionniste augmente d'intensité.

C'est devant une pareille situation que s'accentua encore la campagne menée par tous les journaux communistes, socialistes et même par la C.E. du parti socialiste représentée dans le comité de liaison entre communistes et socialistes; cela avait pour but d'obtenir que quelques Fédérations se rallient à celles qui étaient radiées; elles demandent à nouveau une réunion du Comité National. Elles furent averties par une lettre, rendue d'ailleurs publique, que la C.E. ne refusait pas de convoquer le Comité National; elle voulait simplement que les demandeurs prouvent que leur pétition n'était pas faite à titre personnel, mais bien au nom des orga-

nismes qu'ils prétendaient représenter; il fallait appuyer leur demande avec les documents officiels dont l'usage est requis suivant les règles élémentaires en pareil cas. Ils offrirent de faire cela, mais ils ne le firent jamais. Au contraire, le 30 septembre parut dans la presse une convocation annonçant la réunion du Comité National. Cette convocation n'avait pas été lancée par la C.E.; elle le fut par une commission nommée par les dissidents; ceux-ci arrivaient dans leur insouciance à prétendre tenir cette réunion dans le local social de l'U.G.T.; ils arrivèrent même à nous inviter, nous qui étions chargés des fonctions de la C.E., et cela en nous invitant personnellement et individuellement. Evidemment la C.E. leur répondit qu'elle n'autorisait pas cette réunion, la considérant comme antistatutaire, surtout puisqu'elle était prévue dans le local de l'association. Cette décision fut appliquée telle qu'elle avait été adoptée. Lorsque les dissidents prétendirent entrer cela ne leur fut point permis.

Sans doute, ils crurent pouvoir répéter ce qui s'était produit avec la Fédération provinciale socialiste de Valence et le journal « Adelante »; à ce moment, grâce à la collaboration de la police ceux qui avaient été nommés par un congrès furent destitués, tandis que le journal cité passait en d'autres mains; toutefois, notre C.E. considérait qu'un de ses devoirs les plus élémentaires était de défendre l'Union Générale et de ne pas permettre qu'elle soit conquise par aucun procédé.

Plus tard, une note parue dans la presse signalait que les individus qui avaient prétendu se réunir dans le local de notre association se rassemblèrent dans un autre endroit et nommèrent ce qu'ils appellent une autre C.E.

Nous pensons, que tout homme qui connaît les principes de notre organisation ne peut considérer ces nominations comme statutaires et légales; aussi le communiqué suivant fut envoyé à la presse, communiqué dont la publication n'a pas été permise jusqu'au moment où paraissent ces lignes.

L'équité de la C.E.

« La C.E. légitime de l'U.G.T., intentionnellement, n'a pas voulu intervenir dans la campagne dirigée contre elle.

« Actuellement, elle ne veut pas le faire non plus, sous une forme qui envenimerait encore l'etat d'esprit des membres de notre centrale syndicale; mais, vu les circonstances, elle considère qu'elle doit officiellement faire connaître publiquement ce qui suit :

1° « Il n'est pas vrai que notre C.E. a refusé de réunir le Comité National. Elle a simplement exigé des documents confirmés par les organisations que certains camarades prétendent représenter; c'est là une mesure élémentaire, pour éviter que des assemblées. où peuvent être adoptées des décisions de grande importance, puissent se tenir sur l'initiative d'individus n'ayant que des titres personnels. D'après la bonne morale sociale personne ne peut refuser de justifier son mandat.

2° « Malgré qu'il nous a été offert dans une lettre datée du 25 septembre d'apporter ces documents, rien ne nous a été présenté jusqu'à l'instant actuel; ceci démontre et prouve que la C.E. avait raison de douter que la campagne menée se fasse avec le consentement et l'autorisation des organes nationaux d'industrie.

3° « Conformément à des données statistiques qui ont été publiées nous devons affirmer que : les Fédérations des brasseurs, employés de crédits et finances, travailleurs des ports, bois, mineurs, pétroliers, ouvriers de la peau, vêtements et de la chaussure, ont été radiées pour non paiement de cotisations le 31 août; aussi, statutairement ces fédérations n'avaient plus de droits aussi longtemps que le Comité National ordinaire et en dernière instance le congrès prennent à leur égard la décision qu'ils considéreraient utile.

4° « La Fédération des sucriers n'a pas payé une seule cotisation depuis le Ier trimestre de 1935; notre C.E. ignore même officiellement son existence en ces moments; c'est pour cette raison qu'elle doit être considérée comme radiée de l'U. G. T. En outre la Fédération du tabac n'a pas encore adhéré à notre centrale syndicale. De même le syndicat des facteurs urbains n'a pas les droits des adhérents de l'U.G.T. car l'art. 9 paragr. 2 doit lui être appliqué d'après la disposition suivante : « ne seront pas considérés admis en fait ceux qui n'auront pas payé la cotisation de 2 trimestres. »

« Il faut également tenir compte en ce qui concerne la Fédération des Infirmiers figurant parmi les auteurs de la campagne dont nous avons parlé que son soi-disant représentant a été désavoué par le Comité de la Fédération.

« Par conséquent, les seules Fédérations qui ont signé la convocation et qui se maintenaient jusqu'au 29 août dans le cadre des statuts sont les suivantes : arts graphiques, cheminots, bâtiment, services municipaux, hospitaliers, téléphonistes, télégraphistes, tonneliers et transports maritimes.

« Ainsi, en définitive, les Fédérations qui restent loyalement aux côtés de la C.E. représentent la majorité du nombre des militants; c'est une minorité qui s'est ralliée aux scissionnistes.

« Pour résumer notre exposé la véritable C.E. de l'U.G.T. déclare illégale et antistatutaire la réunion célébrée hier par les scissionnistes prétendant représenter les fédérations nationales; les mêmes considérations valent pour la nomination de la soi-disant C.E. signalée dans la presse ».

Nous devons ajouter à la note que nous venons de reproduire qu'en plus des Fédérations hostiles aux dissidents, il y a 659 organisations qui pour des motifs différents ne sont pas fédérées; ainsi, il y a en chiffres ronds 250.000 adhérents de plus du côté des partisans de la commission légitime contre ceux qui ont quitté l'U.G.T.

Pour toutes les raisons ci-dessus exposées nous considérons qu'aussi longtemps qu'un congrès ne se sera pas tenu, la véritable et légitime délégation de l'U.G.T. est notre C.E.; tous les organismes qui adhéreraient aux scissionnistes devraient être considérés de la même façon que ceux-là mêmes et auront un jour à répondre de leur conduite.

Toutes les organisations qui ne présenteront pas expressément leur démission seront considérées comme affiliées et conserveront tous leurs droits.

Pour la C.E. :
Le Vice-Président : *Jose Diaz Alor.*
Le Secrétaire Général : *Francisco L. Caballero.*

Valence, le 4 octobre 1937.

ENTRE NOUS

Le Cercle Syndicaliste Lutte de Classe informe que son siège social est transféré 10, rue de Lancry, Paris (10e), 3e étage, escalier sous le porche. (Métro République, Lancry, St-Martin).

Une permanence fonctionnera le jeudi, de 18 à 20 h. et le samedi de 14 h. à 18 h. 30.

La correspondance continue d'être adressée au secrétaire Léon Duvernet, 37, rue de Paris, Boulogne-sur-Seine.

⁂

Le camarade Challaye nous prie de faire savoir que son article sur *la Crise de la Ligue des Droits de l'Homme* est en vente chez lui (55, rue Lamarck, Paris-18e) au prix de 2 francs.

S.N.I.E., 32, Rue de Ménilmontant, Paris (20e) *Le gérant :* M. Chambelland.

Trois ouvrages fondamentaux sur la vie en U. R. S. S.

▼

Tableau d'ensemble

Ce qu'est devenue la Révolution Russe

par **YVON**

Préface de **Pierre Pascal**

2 fr. 50 franco.

Récits confirmatifs

Un mineur français en U. R. S. S.

par **KLEBER LEGAY**

secrétaire de la Fédération Nationale des Mineurs

Editon complète : 4 francs. **Edition réduite : 1 fr. 50.**

J'ai été ouvrier en U. R. S. S.

par **ANDREW SMITH**

ouvrier mécanicien américain

Edition complète : 18 francs. **Edition réduite : 3 francs.**

Le livre d'Yvon et les éditions réduites de Legay et de Smith sont en vente à la **R. P.** (voir en 2e page de la couverture les conditions pour les trois ouvrages) ; les autres volumes sont en vente à la **Librairie du Travail,** 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e). (Chèques postaux : **Paris 43-08**).

Les Editions de la Révolution Prolétarienne

se donnent pour but de fournir à ceux qui ne veulent pas se laisser tromper les moyens de se reconnaître au milieu des éléments mouvants de la vie politique et sociale quotidienne.

La politique n'est qu'une superstructure; elle est déterminée par l'infrastructure économique et par la structure sociale.

Les deux premiers volumes de notre collection permettent de comprendre les raisons profondes

de la politique extérieure :

Précis de Géographie économique

par **J. F. HORRABIN**, traduction de **J. Péra.**

45 cartes. **9 francs.**

de la politique intérieure :

L'ECONOMIE CAPITALISTE

Principes d'Economie politique

par **R. LOUZON**

Nouvelle édition. **12 francs.**

Les 2 volumes ensemble :
20 francs franco

Adresser les commandes à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e). (Chèques postaux : **Paris 734.99**)